

RD-CONGO



LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

300 FC

www.adiac-congo.com

N° 2537 - JEUDI 18 FÉVRIER 2016

Dialogue national

La communauté internationale fait pression



Le siège des Nations unies à New-York

Dans un communiqué conjoint publié le 16 février, l'Union africaine, les Nations unies, l'Union européenne et l'Organisation internationale de la francophonie demandent aux acteurs politiques congolais d'organiser ce forum « à bonne date » et dans le cadre constitutionnel. De l'avis de ces organisations internationales qui militent pour la recherche d'un accord entre les acteurs politiques dans le respect de la démocratie et de l'État de droit, le dialogue politique reste la voie obligée pour parvenir à l'organisation des élections apaisées en RDC.

Dans leur communiqué, les signataires n'évoquent pas expressément la tenue dans neuf mois des législatives et de la présidentielle, point culminant d'un processus électoral marqué par une série de scrutins à tenir cette année, mais ils font plutôt référence au respect du cadre constitutionnel.

Page 12

Médias

La radio prouve son utilité en situation d'urgence et de catastrophes

Le point de presse organisé, le 15 février, au Cercle de Kinshasa en marge de la Journée mondiale de la radio par l'Unesco, sous le patronage du ministère de la Communication et des Médias, était une belle occasion de rappeler du reste qu'elle demeure le moyen de communication à faible coût le plus adapté pour toucher les communautés isolées et les personnes vulnérables. La célébration de cette journée mémorable a prouvé à suffisance que la radio est bien loin d'avoir perdu son prestige à l'ère du numérique.

Dans une civilisation de l'oralité comme l'est de manière évidente la nôtre, il est démontré que la radio demeure une véritable porte ouverte pour la diffusion des nouvelles et messages à impact immédiat à destination de toutes les couches des populations, même les plus défavorisées et les plus éloignées.

Page 13

Grands lacs

Réouverture à plein temps de la frontière Rwanda-RDC



La zone neutre entre la RDC et le Rwanda

La frontière entre la ville de Goma et le Rwanda est de nouveau ouverte 24 heures sur 24, sur décision du président de la République Joseph Kabila. L'annonce en a été faite aux « Gomatraciens » par le gouverneur du Nord-Kivu, Julien Paluku, le 16 février dans la foulée de l'arrivée à Goma des Léopards, vainqueurs du dernier Chan/Rwanda 2016. Il est temps, a-t-il déclaré, « d'ouvrir les frontières pour que le climat de méfiance, de doute et d'hésitation ayant longtemps prévalu entre congolais et rwandais puisse cesser de dominer nos esprits ».

Cette réouverture de la frontière a réjoui toute la population de Goma et, particulièrement, les commerçants dont les affaires ont longtemps subi l'effet de la fermeture décrétée en 2013 à la suite du différend sécuritaire ayant opposé la RDC et le Rwanda ainsi que de la guerre enclenchée par la rébellion du M23.

Page 13

OMS/RDC

Le tchadien Allarangar Yokouide aux commandes

Le Dr Allarangar Yokouide est le nouveau représentant de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en RDC. C'est le 16 février qu'il a présenté ses lettres de créance au ministre de la Santé publique, le Dr Felix Kabange Numbi. Le nouveau représentant de l'OMS/RDC compte travailler en parfaite harmonie avec le gouvernement congolais par le biais du ministère de la Santé publique.

En tant que partenaire, a-t-il déclaré, l'objectif de l'OMS est de soutenir l'exécutif national dans les efforts qu'il fournit dans les domaines prioritaires de la santé. Le Dr Allarangar pense qu'il faut aussi renforcer le système de santé, sans lequel il sera impossible d'atteindre de bons résultats de tous les programmes et projets réalisés.

Page 13

ÉDITORIAL

Un instant...

Revenons un instant sur l'organisation du scrutin du 20 mars pour dire qu'au-delà de la préparation matérielle de ce premier tour qui, bien sûr, devra être irréprochable si l'on veut déjouer les manœuvres de désinformation en préparation, ce qui paraît aujourd'hui le plus important est de continuer à mobiliser l'électorat autour de cette grande échéance. Cela ne peut se faire que si du haut en bas de la société congolaise les enjeux du scrutin sont clairement exposés, le mécanisme du vote soigneusement détaillé, les contrôles destinés à en assurer la régularité présentés de façon précise au public.

Au-delà du débat politique qui s'engage et qui, contrairement à ce que l'on avait espéré un instant, s'annonce agité en raison du durcissement des postures de l'opposition « radicale », l'enjeu principal du premier tour de l'élection présidentielle est la mobilisation des citoyens le jour venu. Quels que soient, en effet, les arguments brandis par celles et ceux qui veulent aujourd'hui boycotter le scrutin ils ne tiendront pas la route dès lors que les électeurs se presseront dans les bureaux de vote, démontrant ainsi à la face du monde que les citoyens ont bien saisi l'importance de cette échéance pour l'avenir du Congo.

Cette bataille, soyons en convaincus, ne peut être gagnée que sur le terrain, c'est-à-dire au plus près des Congolais : d'une part en organisant des débats publics et contradictoires dans les dix départements que compte notre pays, d'autre part en affinant les dispositifs administratifs qui garantiront la prise en compte de chacun des bulletins déposés dans l'urne, enfin en veillant à ce que tous les électeurs et toutes les électrices puissent voter le jour venu où qu'ils vivent, y compris dans les régions les plus reculées du territoire, dans la paix, la sécurité, la liberté.

Au-delà donc des partis politiques c'est bien la société civile tout entière qui doit maintenant s'impliquer dans le processus électoral. Et c'est précisément le pari que les autorités de notre pays, mais aussi tous ceux et toutes celles qui se sont prononcés en faveur de la Nouvelle République il y a quatre mois doivent maintenant relever.

Les Dépêches de Brazzaville

PRÉSIDENTIELLE 2016

La force publique réitère son engagement à assurer la sécurité du scrutin



Un atelier destiné aux trois composantes de la force publique (Forces armées congolaises, gendarmerie et police nationale) s'est ouvert, mercredi à Brazzaville, sous le patronage du chef d'état-major, le général de division Guy Blanchard Okoi. Objectif : sensibiliser aux règles de comportement et d'engagement en opération de maintien d'ordre, pendant la campagne et l'élection présidentielle.

Organisé par le commandement de la force publique en partenariat avec le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), cet atelier concerne 167 éléments de la force publique et durera quatre jours. Il s'inscrit dans le processus de l'application du droit international au sein de la force publique, contribuant ainsi à l'effort d'appropriation de l'enseignement des principes du droit international humanitaire et des droits de l'Homme, déjà entrepris par les autorités congolaises.

Le haut commandement et les représentants de la Croix rouge

Il permettra de renforcer le professionnalisme des responsables de différents dispositifs opérationnels engagés dans la mission de sécurisation de l'élection présidentielle du 20 mars 2016, afin d'obtenir d'eux et de leurs personnels, le strict respect des normes de conduite et d'usage de la force aux cours des opérations de police.

« Il y a à peine quelques jours, à l'occasion de la clôture de la conférence principale de planification relative à la validation des plans de sécurisation de l'élection présidentielle, nous prenions en ces mêmes lieux l'engagement solennel d'offrir à notre peuple dans le strict respect de nos missions constitutionnelles, une campagne et une élection sécurisées et apaisées », a souligné, Guy Blanchard Okoi, dans son discours d'ouverture. « Mais, cela doit être aussi la volonté de tous les acteurs politiques et des Congolais eux-mêmes »,

a-t-il ajouté. Intervenant ensuite, Cynthia Aoun, chef de la délégation régionale du CICR, a tenu à rappeler aux participants que, les forces de police et de sécurité, jouent un rôle important dans l'application du droit International car il est de leur responsabilité de servir et de protéger les personnes et les communautés, et de maintenir l'ordre public.

« Cet atelier, a-t-elle déclaré, sera axé sur les règles et normes internationales applicables à la fonction policière et aux forces de l'ordre, et contribuera ainsi au renforcement des capacités professionnelles de la force publique en vue d'une meilleure protection de la population sur l'ensemble du territoire congolais ».

Soulignons que la même formation se poursuivra à Pointe-Noire du 23 au 25 février prochains.

Guillaume Ondzé

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout
Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo,
Clotilde Ibara, Norbert Biembedi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina,
Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama
(chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koumbemba, Josiane Mambou Loukoulou
Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service) ; Lopelle Mboussa

Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula
(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang

Service Culture et arts : Bruno Okokana
(chef de service),
Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué
(chef de service), Rominique Nerplat Makaya

Service Enquête : Quentin Loubou
(chef de service), Rock Ngassakys
Chronique littéraire : Meryll Mezath
(chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta, Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki,
Prosper Mabonzo, Séverin Ibara

Commercial : Méline Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo
Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'Agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordinateur : Alain Diasso

Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa

Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi

Sports : Martin Enyimo

Relations publiques : Adrienne Londole

Service commercial : Marcel Myande,
Stella Bope

Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga

Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya
n°1430, commune de la Gombe / Kinshasa
- RDC - Tél. (+243) 015 166 200

Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa,
Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende

Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,
Marie-Alfred Ngoma

Administration : Béatrice Ysnel

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault

Secrétariat : Armelle Mounzeo

Chef de service : Abira Kiobi

Suivi des fournisseurs : Farel Mboko

Comptabilisation des ventes, suivi des
annonces : Wilson Gakosso

Personnel et paie : Martial Mombongo

Stocks : Arcade Bikondi

Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo

Assistante commerciale : Hortensia

Olabouré

Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna,

Mildred Moukenga

Commercial Pointe-Noire : Méline Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia

Assistante de direction : Sylvia Addhas

Diffusion de Brazzaville : Guyche Motsi-

gnet, Brice Tsébé, Irin Maouakani

Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mombélé Ngon

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala

Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de

service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck

Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service pré-press : Eudes Banzouzi
Chef de production : François Diatoulou Mayola
Gestion des stocks : Elvy Bombete

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service),
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole
Biantomba, Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble Les Manguiers (Mpila),
Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta,
Astrid Balimba

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville,
République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

VIE DES PARTIS

« Le centre n'est ni à la majorité ni à l'opposition », déclare l'UMP

Dans une déclaration rendue publique, le 17 février à Brazzaville, l'Union pour un mouvement populaire (UMP), parti du centre que préside Digne Elvis okombi Tsalissan, insiste sur son autonomie et son indépendance vis-à-vis de la majorité et de l'opposition.



Sileyas Kombo expliquant le contenu de la déclaration

« En ce qui concerne le positionnement du centre en tant qu'entité politique, nous réaffirmons ici que nous ne sommes ni à la majorité ni à l'opposition. C'est fort de ce statut, que le centre s'est associé aussi bien avec l'un et l'autre courant pour défendre les points de vue qui se rapprochent de ses valeurs », souligne la déclaration lue par le porte-parole de ce parti Sileyas Kombo, avant d'ajouter, « C'est dans cet esprit d'autonomie et d'indépendance que l'Union pour un mouvement populaire et la coordination générale des partis du centre avaient émis des réserves quant à leur participation au Pôle du consensus de Sibiti ».

La même déclaration indique que pour ce qui est de l'élection présidentielle du 20 mars prochain, les partis du centre sont libres de soutenir un candidat qui soit de la majorité, de l'opposition ou un indépendant, dont le projet de société correspond à leurs idéaux et valeurs.

« Dans le cas d'espèce, le soutien à la candidature de Denis Sassou N'Guesso ne peut faire l'objet d'une polémique », poursuit la déclaration dite de recadrage publiée, d'après ses signataires pour répondre aux « allégations » de la coordination IDC-Frocad qui aurait attiré l'attention du ministre de l'Intérieur sur le fait que les représentants des partis du centre ne doivent pas être désignés parmi ceux qui ont publiquement annoncé leur soutien au candidat du PCT.

« Si de l'avis de l'IDC-Frocad, les partis qui soutiennent la candidature de Denis Sassou N'Guesso ne peuvent pas faire partie de la CNEI, il serait aussi judicieux de faire sortir de la même CNEI les partis qui soutiennent la plateforme IDC-FROCAD », renchérit le texte.

La jeunesse de ce parti a, par ailleurs, invité le ministre Mboulou, d'appliquer la loi sur les partis politiques afin de mettre fin, dit-elle, aux plateformes fantaisistes.

Jean Jacques Koubemba

CONSEIL DÉPARTEMENTAL ET MUNICIPAL DE BRAZZAVILLE

Le budget de la ville capitale fixé à plus de 32 milliards FCFA

Les conseillers départementaux et municipaux de la commune de Brazzaville ont adopté le budget de leur institution pour l'exercice 2016. Il est arrêté en recettes et dépenses à la somme de 32 milliards, 053 millions 211 mille 350 FCFA, contre 31 milliards, 423 millions 895 mille 895 FCFA l'année précédente.

Ouverte le 8 février, la quatrième session ordinaire budgétaire du Conseil départemental et municipal de Brazzaville a pris fin, le 17 février à l'hôtel de ville. Ce Parlement local a, au cours de ces assises, adopté le projet de délibération portant adoption du budget de la commune de Brazzaville exercice 2016, le projet de délibération portant adoption du programme d'investissement de la commune de Brazzaville, exercice 2016 qui s'élève à 3 milliards 141 millions 942 mille 318 FCFA et le projet de délibération faisant obligation aux transporteurs de sable et de pierre dans le périmètre urbain de Brazzaville, de bâcher leurs véhicules.

Par contre, le projet de délibération portant interdiction de circulation des véhicules aux vitres teintées dans le périmètre urbain de la capitale administrative, a été renvoyé à une autre occasion parce qu'ayant fait l'objet de débats contradictoires.

Au cours de la séance des questions écrites au bureau exécutif du conseil, les conseillers se sont entre autres, préoccupés de la suppression des barrières de police, gendarmerie et douane dans la sortie sud de Brazzaville et leur implantation au village Koubola

dans la nationale 1 ; la réalisation des ralentisseurs devant les hôpitaux, les écoles et les marchés ; l'aménagement des abords le long de la route de la Corniche entre la case de Gaulle et le pont du Djoué ; le projet de cadastre qui est arrivé à son terme.

Les élus locaux ont également

monument de la cartographie de la République, enfin ; le remboursement des sommes dues aux agents municipaux par les Assurances générales du Congo.

Pour le président du Conseil départemental et municipal de Brazzaville, Hugues Ngouélondélé, la moisson de cette session a été appréciable. « A présent, il incombe à l'ensemble des services municipaux, de tout mettre en œuvre aux fins d'atteindre les prévisions budgétaires que nous nous sommes assignées, pour ce



Une vue des conseillers départementaux de Brazzaville

suggéré la suppression de l'avenue qui relie la morgue à l'avenue Lénine en traversant les rails ; la création de la police municipale ; la création d'une société municipale chargée de la gestion des marchés domaniaux, en lieu et place des délégataires. Ils ont aussi évoqué les raisons de la diminution de moitié des budgets des neuf arrondissements de Brazzaville ; l'informatisation des services administratifs ; le désengorgement de certaines artères de la ville capitale ; le paiement d'une prime au personnel soignant et autres ; l'érection d'un

millésime 2016 », a-t-il indiqué.

Dans la perspective du scrutin présidentiel du 20 mars, Hugues Ngouélondélé en appelle au sens de responsabilité des partis politiques pendant la campagne électorale, ainsi qu'au sens élevé des chefs de quartiers, de zones et de blocs pour que toutes les opérations pré-électorales se déroulent dans un climat de confiance partagée. « Il nous faut tous, et à tout prix, préserver la paix, chèrement acquise dans notre ville », a-t-il conclu.

Josiane Mambou Loukoula

FORÊT ET DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE

La Banque mondiale disposée à soutenir le Congo

Après avoir achevé une mission d'appui à la mise en œuvre du projet forêt et diversification économique en République du Congo, le représentant résident de la Banque mondiale (BM) dans ce pays, Djibrilla Issa, a rendu compte au ministre de l'Économie forestière et du développement durable, Henri Djombo, lors d'une audience tenue le 17 février à Brazzaville.

« Nous venons d'achever une mission d'appui à la mise en œuvre du projet forêt et diversification économique qui est cofinancé par le Congo et la BM. Il était donc question de rencontrer le ministre pour lui faire le point de cette mission de revue et discuter aussi de notre partenariat de façon générale », a déclaré le représentant résident de la BM.

Intervenant dans deux domaines essentiels de la forêt, notons que



Le ministre de l'Économie forestière et le représentant de la BM lors de l'audience

dans le volet forêt et diversification économique, la BM appuie les efforts du ministère de tutelle dans l'amélioration des capacités de gestion forestière. Elle ap-

porte de même, des financements importants en complément des ressources publiques, afin, par exemple, de régler les questions relatives à la certification des fo-

rêts, au reboisement puis celles relatives à la production du cacao. S'agissant de la réduction d'émission de gaz à effet de serre, cette institution financière mobilise non

seulement des financements mais apporte aussi à ce pays un appui technique. Dans cette même optique, la BM contribue à ce que le Congo dispose d'un plan d'investissement forestier en vue de bénéficier à terme, d'un financement en carbone.

« Quand vous voulez investir dans la gestion des ressources naturelles, vous avez besoin d'expertise et d'instruments appropriés pour pouvoir bien exécuter le travail. Et nous sommes disposés à aider le Congo à atteindre ses objectifs », a souligné Djibrilla Issa. Signalons que la contrepartie de la BM dans la réalisation de ces projets s'élève à 40 millions de dollars. Partenaire historique de la République du Congo, la BM assiste ce pays dans bien d'autres secteurs en dehors de celui des forêts.

Lopelle Mboussa Gassia

INSÉCURITÉ DANS LES ÉCOLES

Reprise timide des cours aux lycées de la Révolution et Neto à Talangai

Après deux jours de tensions dues à l'agression des élèves par des bandits armés de machettes, communément appelés « Bébés noirs », les cours ont repris timidement ce 17 février dans ces établissements scolaires du 6^e arrondissement de Brazzaville

Les élèves du lycée de la Révolution ont été surpris le 15 février lorsqu'un groupe de cinq jeunes détenant des armes blanches ont fait irruption au sein de cet établissement public, provoquant une panique générale qui a atteint le lycée et le CEG Antonio Agosthino Neto. En effet, ces « Bébés noirs » ravissaient des sacs des jeunes filles contenant, entre autres, des téléphones portables, de l'argent, des cahiers. Dépassés par cette agression en pleine journée, les élèves se sont constitués en groupe d'autodéfense pour affronter ces jeunes, hors-la-loi. Selon des témoignages, l'un des agresseurs a eu la vie sauve grâce à l'intervention des policiers venus du commissariat central de la Tsiémé alors qu'à côté de cet établissement, il y a un autre poste de police. Annoncé mort sur le coup, le jeune « bébé noir » qui vivrait au quartier Ngamakosso, toujours dans l'arrondissement 6, serait dans un état critique après avoir été lapidé par des

élèves.

Evitant les représailles, les trois établissements sont restés déserts le 16 février pendant toute la journée. Une fausse alerte a même paniqué les gens aux environs de 10 heures lorsque quelques clowns sont passés sur l'avenue principale avec des bâtons en mains. La situation est restée encore un peu tendue ce 17 février d'autant plus que la présence des policiers est visible au niveau des quatre portails. L'on signale également

des interpellations de certains jeunes jugés suspects.

D'autres établissements scolaires en ligne de mire

La présence de ces jeunes qui opèrent souvent sans être inquiétés par les services de police est aussi signalée dans d'autres écoles publiques. Il s'agit, entre autres, du CEG Jacques Opangault et du lycée Thomas-Sankara, dans le 9^e arrondissement, Djiri. A Thomas Sankara, par exemple, c'est en quelque sorte une collecte que les bandits ont

instaurée : chaque élève devrait déposer dans une assiette argent et téléphones sous menace d'être agressé. Les passants aux heures de raquette ne sont pas eux aussi épargnés par le phénomène, car ils doivent également donner.

Les populations des quartiers périphériques inquiètes

Comme s'est achevée l'année 2015, 2016 commence sur les mêmes bases concernant l'insécurité due à la recrudescence du banditisme urbain, surtout à Brazzaville. En effet, après la neutralisation du phénomène « Kuluna » en provenance de

la République démocratique du Congo (RDC) grâce à l'opération de police « Mbata Ya Bakolo », lancée en avril 2014, les Brazzavillois croyaient pouvoir vivre désormais aisément. Hélas ! La quiétude retrouvée n'a duré que le temps d'un feu de paille d'autant plus que ces violences périurbaines ont refait surface sous une autre appellation : « Bébés noirs ». Il s'agit, en effet, des jeunes gens dont la majorité est composée des mineurs, opérant avec des armes blanches même en pleine journée parfois sans être inquiétés alors que les quartiers où ils sèment la terreur sont connus : Jacques Opangault et Kahounga à Talangai et à Djiri, respectivement 6^e et 9^e arrondissement de Brazzaville, Cité des 17 dans le 7^e arrondissement Mfilou et bien d'autres.

Dans leur mode opératoire, ces bandits de grand chemin agressent toute catégorie de personnes qu'ils rencontrent sur leur passage : femmes et hommes, en ravissant des objectifs jugés précieux. En cas de résistance de la présumée victime, ils n'hésitent pas à brandir des armes blanches, passant parfois à l'action.

Parfait Wilfried Douniama



Une vue des élèves

VISITEZ LE MUSÉE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

du LUNDI au VENDREDI (9h-17h) et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES PEINTURES

CÉRAMIQUES MUSIQUES

L'art dans sa Généralité de la Tradition à la Modernité

Situé sur 84 Boulevard Denis Sassou N'Guesso immeuble les manguiers (Mpoila) dans l'enceinte des Dépêches de Brazzaville

TRANSPORT URBAIN

Des pratiques syndicales déshonorantes pour la circulation routière

Le 15 février à Brazzaville, les chauffeurs de taxis et bus en commun ont rapporté à notre agence d'information une note leur demandant de se munir du dossier à bord que de la carte grise, l'assurance et le permis de conduire.

La note est signée du Collectif des syndicats des transporteurs en commun du Congo, un panaché des syndicats de chauffeurs et de patrons qui boycottent le fonctionnement de l'administration publique.

Ce syndicat rejette en bloc la taxe de roulage, la patente, la vignette Veritas et la redevance sur les droits d'auteurs, pénalisant ainsi la fiscalité.

La décision prise par ce syndicat, d'après nos sources d'enquêtes, n'est approuvée ni par les autres syndicats œuvrant dans le même domaine de transport ni par les administrations publiques, c'est-à-dire la Direction générale des transports terrestres (DGTT), la Direction générale de la police nationale (DGPN), les services d'impôts, ni même par la mairie et le Bureau congolais des droits d'auteurs (BCDA). D'ailleurs, dans la note d'information signée à l'attention de chauffeurs de taxi et bus par le vice-président, il y a trop d'imprécisions pour les usagers de la route à se reconnaître.

Les personnes curieuses et mieux informées sur ce dossier, interrogées par notre agence de presse, n'approuvent pas ce type de démarche syndicale. Elles condamnent ledit syndicat à délaissier le protocole d'accord signé avec les administrations tributaires. Affaire à suivre !

Fortuné Ibara

MÉDIAS

Le journal « Le Pélican » suspendu de parution pour une durée indéterminée

L'hebdomadaire d'informations, d'analyses et d'opinions *Le Pélican* qui paraît à Brazzaville, a été suspendu par le Conseil supérieur de la liberté de communication (CSLC), à titre conservatoire, pour une durée indéterminée, aux motifs de cession illégale.

Le CSLC reproche également à ce journal le refus, de manière répétitive, de se présenter aux convocations de l'organe de régulation aux fins de l'examen de sa situation administrative.

Roger Ngombé

CEEAC

Les dirigeants de la sous-région entendent coordonner leurs actions contre les épidémies

La 7^{ème} session ordinaire du conseil des ministres de la santé de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), s'est achevée ce week-end à Libreville. A l'issue de ces assises, les responsables se sont engagés à partager des informations en vue de prévenir les menaces épidémiologiques.

Malgré la fin annoncée de l'épidémie Ebola en Afrique de l'ouest, les risques sanitaires demeurent. En raison de la propagation rapide du virus Zika en Amérique-latine, environ 4 millions de personnes déjà touchées, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a décrété, le 1er février dernier, une urgence sanitaire mondiale. « C'est la preuve que nos systèmes de santé seront soumis à rude épreuve », a averti le Premier ministre gabonais, prof. Daniel Onan Ondo. L'OMS estime que le virus Zika, n'étant pas directement mortel, peut néanmoins provoquer chez les bébés de la microcéphalie empêchant le cerveau de se développer.

Il n'existe pour l'instant, aucun traitement curatif, ni de vaccin contre la maladie à virus Zika (qui se transmet par

piqûre de moustique et des relations sexuelles). « *Le virus Zika, abrégé ZIKV pour Zika Virus en anglais, est un arbovirus membre de la famille des Flaviviridae et du genre Flavivirus, responsable de la Fièvre Zika chez l'homme* ». Pour éviter les piqûres de moustique, les experts recommandent à la population de détruire les larves et les gîtes potentiels de moustiques (supprimer des soucoupes sous les pots de plantes, vider au moins une fois par semaine les récipients contenant de l'eau stagnante...).

La pandémie du VIH/SIDA reste un réel défi sanitaire pour les dirigeants africains. A Libreville, les acteurs régionaux ont validé de nouvelles approches pour parvenir à l'élimination de la transmission mère enfant du VIH ;

favoriser l'accès aux Antirétroviraux et prise en charge pédiatrique et renforcer des initiatives transfrontalières de riposte au VIH. Pour la CEEAC, la riposte aux urgences sanitaires et humanitaires dans l'espace communautaire nécessite non seulement une coordination et harmonisation des systèmes de réglementation pharmaceutique et un cadre de collaboration régionale de santé, mais aussi, « *l'amélioration du climat des affaires dans l'investissement de santé en Afrique centrale, à travers le développement de partenariat public et privé* ».

Les engagements suscités impliquent nécessairement une mobilisation des ressources financières, les regards sont, sans doute, fixés sur le fameux budget-programme santé de la CEEAC. Le budget-programme contribuant au financement du Centre scientifique associé au Centre africain de prévention et de contrôle des maladies de la Commission de l'Union africaine.

Fiacre Kombo

MARCHÉ FINANCIER DE L'AFRIQUE CENTRALE

Les experts des pays membres de la Cémac attendus en Guinée Équatoriale

Les 24 et 25 février prochains, s'ouvrira dans la ville de Sipopo, en Guinée équatoriale, un forum international axé sur la problématique du développement du marché financier de l'Afrique centrale (Fodémaf). Il sera placé sous le patronage du président de la République de Guinée équatoriale, président en exercice de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac), Obiang Nguema Mbasogo.

Spécifiant les enjeux de cette prochaine rencontre internationale, le président de la Commission de surveillance du marché financier de l'Afrique Centrale, Rafael Tung Nsue Bilogo, a indiqué que ce forum sera consacré à la restitution de l'étude sur le potentiel du marché financier régional. Une expertise qui a été réalisée par le cabinet Roland Berger en partenariat avec la Banque Mondiale et l'Unité de gestion des réformes des institutions financières (Ugrif), plus précisément dans le cadre du projet de renforcement des capacités des institutions de la zone Cémac qui éprouveraient d'énormes difficul-

tés pour faire décoller le marché.

« Cette réunion sera une étape charnière de la mobilisation des forces économiques de notre sous-région, en ce qui concerne le marché financier. Car, l'ensemble des pays membres a lancé des plans stratégiques de développement ambitieux. Ainsi, pour réussir ces plans, il est essentiel de mobiliser tous les leviers de financement de l'économie pour se donner les moyens, notamment en donnant au secteur privé un accès aux financements long dont il manque souvent », a ajouté, Rafael Tung Nsue Bilogo.

Faisant une rétrospection sur l'ambition des chefs d'Etat de la sous-région, le président la Cosumaf a, en outre, signifié qu'en décidant de créer un marché financier en Afrique centrale, leur orientation stratégique était de disposer d'un accès à des ressources financières abondantes au service de l'émergence des Etats membres. Mais, cette problématique est restée d'actualité au regard des besoins immenses et de l'affaiblissement de certaines ressources liées

aux revenus pétroliers. « *L'ambition de la Cémac est de soutenir le marché financier de l'Afrique centrale afin qu'il joue efficacement le rôle qui lui est assigné et affirmé par les autorités qui sont au service du progrès de chaque pays* », a conclu, le responsable de la Copsumaf.

Notons que ce forum regroupe l'ensemble des parties prenantes au développement du marché financier en Afrique Centrale. Il permettra de mettre en relation et en concertation directes, les décideurs politiques (ministres en charge de l'économie et des Finances de l'Union Monétaire de l'Afrique Centrale, ministres sectoriels, institutions de la Cémac) avec les émetteurs potentiels (entreprises du secteur privé et du public), les investisseurs institutionnels (banques, compagnies d'assurance, organismes de prévoyance sociale, Fonds d'investissement), les acteurs de marché (régulateurs, bourses, intermédiaires) et les autres professionnels (agences de notation, les avocats).

Rock Ngassakys



Une expertise à votre portée

Des formations pour boostez votre carrière ! A Brazzaville et à Pointe-Noire, ci-dessous le programme. Contactez-nous aux coordonnées suivantes : Tél. 06 913 81 45 | 06 859 76 20- Email : inscription@iprc-training.org | iprc-training.org

INTITULE DE LA FORMATION

DUREE

PERIODE

Analyse stratégique et financière des projets

05 jours

15-19 février

Les fondamentaux de la prévention des risques professionnels

04 jours

15-18 février

Piloter efficacement la logistique par les tableaux de bord

03 jours

15-17 février

La pratique de la gestion de stocks et des approvisionnements

04 jours

15-18 février

Le coaching efficace des commerciaux

03 jours

15-17 février

Maîtriser le nouveau code des marchés publics du Congo-Brazzaville

05 jours

15-19 février

Comment élaborer les tableaux de bord de gestion sociale ?

02 jours

15-16 février

APPEL DU PRÉSIDENT DU MCDDI AUX MILITANTS ET SYMPATHISANTS

Le Mouvement Congolais pour la Démocratie et le Développement Intégral (AACDDI) déclare que le moteur de l'histoire est dans le cœur de l'homme. Ce sont ses aspirations profondes, ses aspirations à la justice, à la liberté, à la vérité, à la paix, au respect et à la dignité de la personne humaine, à la vie, etc. qui engendrent et expliquent souvent les manifestations diverses de l'homme pour les satisfaire (Article 9, alinéa 2 des statuts du parti). i



Par développement intégral de l'homme, nous entendons le développement de toutes ses potentialités physiques, sociales, morales et spirituelles ; la réalisation optimale de toutes ses aptitudes, de toutes les forces positives qui sommeillent en lui, de toutes les valeurs humaines. C'est un idéal, et on n'atteint jamais tout à fait un idéal. Cependant s'en inspirer constamment, en faire une préoccupation de tout moment en s'efforçant de le traduire dans les actes, dans la trame de l'existence quotidienne, dans la pratique politique, dans la vie politique, c'est déjà le vivre. Les actes doivent refléter l'idéal qu'on poursuit (préambule, dernier alinéa des statuts).

Ces idéaux ont conduit le Président Bernard BAKANA KOLELAS et ses compagnons à fonder le M.C.D.I., notre Parti.

En acceptant la présidence de notre parti, je me suis engagé à renforcer cette ligne tracée par le Président Fondateur Bernard BAKANA KOLELAS, jamais et

jamais, je ne me détournerai de ces idéaux et des dernières volontés du patriarche, notamment la consolidation et le maintien de l'alliance MCDDI-PCT, socle de l'unité nationale.

Nos ancêtres, à travers les proverbes nous enseignent que « les lèvres du juste conduisent beaucoup d'hommes, mais les insensés meurent par manque de sens ».

Ceci dit, ce n'est pas par le mensonge, la haine, les injures, l'incitation à la violence, la destruction des biens et du tissu social que nous serons des hommes politiques dignes de diriger nos partis et de surcroît notre pays.

Je lance un vibrant appel aux militants et sympathisants du MCDDI de ne pas s'écarter de la ligne tracée par le Président Bernard BAKANA KOLELAS, de rester fidèles à notre parti dont j'ai la charge de diriger grâce à votre appui inconditionnel.

Je reste constant, sans détour, attaché à cette ligne et aux idéaux du Président Fondateur et je défendrai toujours corps et âme notre emblème le Soleil qui brille et nous éclaire chaque jour que Dieu fait.

Je veux concentrer tous mes efforts dans la pratique inconditionnelle des vertus de l'amour, de l'unité nationale, de la paix et de la concorde.

Toutefois, référons-nous constamment à l'hymne de notre parti qui nous inspire le droit chemin pour votre existence, notamment :

« L'unité nationale, l'amour du prochain
Seront les garde-fous à l'égoïsme.

Que l'Eternel nous aide, à mieux nous comprendre,
A transcender ce qui peut bien nous perdre,
Mains dans la main, nous marcherons ».

Au moment où nous nous préparons à accompagner Monsieur Denis SASSOU N'GUESSO, notre candidat à l'élection du Président du 20 mars 2016, nous devons à tout prix serrer nos rangs, nous mobiliser davantage, ne pas céder à la provocation, au dénigrement, au mensonge, à la division et aux autres antivaleurs. Soyons tous unis derrière notre candidat pour la victoire, le 20 mars 2016.

Fait à Brazzaville, le

Euloge Landry KOLELAS

Président du MCDDI

HYDROCARBURES

Le leader mondial du négoce pétrolier prévoit un prix moyen de 50 dollars durant la prochaine décennie

En raison, selon le Groupe Vitol, leader mondial du négoce pétrolier, « du ralentissement de l'économie chinoise et de l'essor des hydrocarbures de schiste aux Etats-Unis ».

« Il est difficile de voir une hausse substantielle des prix du pétrole », a déclaré le directeur général du groupe genevois, Ian Taylor, dans un entretien accordé, le week-end dernier, à l'agence Bloomberg. Pour ce dernier, dont le groupe traite plus de 5,5 millions de barils de produits pétroliers bruts et raffinés par jour, soit un volume suffisant pour couvrir les besoins de l'Allemagne, la France et l'Espagne réunies, « la fourchette des prix devrait se situer entre 40 et 60 dollars/baril sur une période allant de cinq à dix ans », a-t-il expliqué.

Les prévisions du patron du groupe Vitol signifieraient que les pays producteurs de brut et les sociétés pétrolières pourraient faire face à la plus longue période de prix bas depuis le contre-choc pétrolier de 1986-1999, lorsque les prix ont évolué entre 10 et 20 dollars le baril. Au Congo, par exemple, la moyenne des prix des hydrocarbures pour le premier trimestre 2016, a été fixée à 39,2 dollars américains par baril pour un différentiel de -3,4 dollars par baril. Les dirigeants des sociétés pétrolières du Congo, réunis en mi-janvier dans le cadre de la 4ème réunion trimestrielle 2015 des prix des hydrocarbures à Brazzaville, ont projeté de nette remontée.

Le pétrolier Taylor, qui a commencé sa carrière chez Royal Dutch Shell Plc à la fin des années 1970, a déclaré qu'il ne savait pas si les prix ont déjà touché le fond à l'heure où l'offre continue à dépasser la demande. Il a cependant abordé dans le même sens que les pétroliers congolais, estimant que les prix pourraient remonter légèrement durant le deuxième semestre 2016, pour atteindre 45 à 50 dollars le baril. Par ailleurs, le directeur général du groupe Vitol doute de la capacité du marché pétrolier à revenir aux prix à trois chiffres qui avaient boosté les certaines économies notamment en Afrique subsaharienne.

Enfin, « les principaux freins à une hausse substantielle des prix sont l'abondance de l'offre, l'amélioration de l'efficacité énergétique, le retour de l'Iran sur le marché pétrolier et la croissance moins vigoureuse des pays émergents », réitère le pétrolier.

Fiacre Kombo

AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT

Les pays donateurs en conclave les 18 et 19 février

Les ministres des 28 pays donateurs de l'aide publique au développement (APD) se réunissent les 18 et 19 février pour redéfinir leur politique d'aide, selon le site Euractiv.fr

L'alibi de la réforme est le coût de la crise des réfugiés. Des discussions sont en cours au sein du comité d'aide au développement pour définir une nouvelle comptabilisation des pays d'accueil.

Les améliorations porteront principalement sur les dépenses de paix et de sécurité, ainsi que sur la prise en compte des financements privés. Mais elles pourraient s'étendre à d'autres secteurs. A la demande de la France, la comptabilisation de dépenses de maintien de la paix dans certains pays en développement devrait aboutir. Le coût du renforcement des forces de police dans certains pays en développement sera également discuté, ainsi que la lutte contre les extrémismes.

« La prévention de l'extrémisme violent dans les pays en développement est comptabilisée dans l'aide au développement, si elle est menée par des pays partenaires et que leur principal but est le développement », souligne une des propositions. Depuis le début de la crise migratoire, la question est devenue sensible dans de nombreux pays européens, qui détournent une partie de leur aide au développement pour faire face à ces nouvelles dépenses. Pour certains états membres du comité d'aide au développement, un encadrement plus strict des coûts d'accueil pourrait s'avérer problématique. Les règles actuelles de l'Ocde autorisent que les dépenses liées à l'accueil des réfugiés puissent être comptabilisées comme de l'aide au développement « au cours des 12 premiers mois » suivant l'arrivée des réfugiés.

Cette possibilité est aujourd'hui exploitée par l'ensemble des pays européens, à l'exception du Luxembourg, la Bulgarie ou la Pologne. Ces dépenses seraient en hausse dans une majorité de pays, qui ont été ponctionnées dans leur budget dédié à la solidarité internationale.

Selon la directrice de l'ONG One France, Friederike Röder, la règle de comptabilisation retenue permet aux pays donateurs de détourner leur budget d'aide au développement, alors que l'accueil des réfugiés n'a aucun lien avec le développement.

Elle demande que ces coûts soient exclus du cadre de l'APD. Car « l'enveloppe « réfugiés » risque de grignoter 8.39 milliards de dollars de l'APD en 2015, puis 10.8 milliards en 2016 ».

Noël Ndong

MIGRATIONS

Les parlementaires africains plaident pour le renforcement de la coopération internationale

La 2ème conférence parlementaire africaine sur les migrations, tenue du 15 au 16 février dans la capitale djiboutienne sur le thème: « la contribution des migrants africains au développement des pays d'origine et de destination », a permis de dresser un état des lieux sur les causes de ces mouvements humains, ainsi que sur les destinations des migrants et autres réfugiés.

Organisées par l'Union parlementaire africaine (UPA) avec le concours de l'Union Interparlementaire (UIP), ces assises ont connu la participation des parlementaires européens et des experts des organisations internationales traitant de la question des migrations. La conférence de cette année visait à mobiliser les parlementaires, en tant qu'acteurs politiques incontournables, autour du phénomène des migrations qui se pose aujourd'hui comme un défi majeur pour les décideurs à l'échelle africaine et mondiale. Ce phénomène est considéré ainsi quoiqu'il soit source d'opportunités pour les pays de destination et les pays d'origine, ainsi que pour les individus, les familles et les communautés.

Plusieurs autres questions ont été inscrites à l'ordre du jour de cette rencontre. Il s'agissait, entre autres, de la mise en perspective des migrations et de l'Agenda 2030 pour le développement durable ; du cadre juridique et des politiques internationales régissant les migrations. S'y ajoutent les corrélations entre migrations et développement ; les droits de l'Homme et le renforcement de

la coopération internationale pour contenir l'insécurité comme nouvel enjeu des migrations.

Par ailleurs, les législateurs africains ont dressé un état des lieux sur les migrations de la Corne de l'Afrique, les régions de transit et celles de destination des migrants et des réfugiés. De même, des débats interactifs sur les liens et les effets des migrations avec le développement ont été organisés. Ces discussions ont été axées sur les liens intrinsèques entre migration et développement, les fac-

ment de coopération internationale concernant le phénomène des migrations. « Cette conférence doit être un bel exemple de coopération internationale interparlementaire efficace dont le seul souci est de faire des propositions pertinentes. Elle est donc un espace d'échanges d'expérience, d'échanges de points de vue, et la base d'une vraie réflexion sur la thématique à l'ordre du jour », a-t-il déclaré. Il s'est félicité de ce que les discussions engagées durant les deux jours des travaux

« Le phénomène de la migration, nous renvoie toujours malheureusement aux questions liées au chômage des jeunes et à la pauvreté, aux conflits armés, et à nos systèmes de gouvernance globale »

teurs des migrations et de la contribution, souvent méconnue et parfois sous-estimée, des migrants dans leurs pays d'origine et de destination. Les participants ont retenu quelques mesures susceptibles de maximiser cette contribution. Les interventions de certains experts de l'Organisation internationale des migrations ont permis de remettre en contexte, les dimensions parfois dramatiques dans lesquels se déroulent ces mouvements humains. Ces experts ont, entre autres, évoqué le cas des naufrages ayant causé la mort de milliers de migrants éthiopiens, érythréens, somaliens et djiboutiens à proximité des rivages de l'Europe du Sud, ces dernières années, particulièrement en 2015.

Le président de l'Assemblée nationale djiboutienne, Mohamed Ali Houmed, a plaidé pour le renforce-

ment de la coopération internationale pour contenir l'insécurité comme nouvel enjeu des migrations.

ont abouti à la présentation des propositions législatives cohérentes et pertinentes concernant cette problématique sans perdre de vue la dimension internationale du phénomène. Pour sa part, le secrétaire général de l'Union parlementaire africaine (UPA), Koffi Nzi, a fait savoir que son institution s'efforcera de mobiliser les parlementaires, en tant qu'acteurs politiques majeurs, autour des enjeux liés aux migrations. Il a souligné que les causes des migrations sont connues et restent toujours les mêmes. « Le phénomène de la migration, nous renvoie toujours malheureusement aux questions liées au chômage des jeunes et à la pauvreté, aux conflits armés, et à nos systèmes de gouvernance globale », a-t-il conclu.

Nestor N'Gampoula

SÉCURITÉ EN AFRIQUE

Le centre interrégional de Coordination sera opérationnel en janvier 2017

C'est ce qui ressort de la réunion extraordinaire des Hauts responsables du Centre interrégional de coordination (CIC) tenue à Yaoundé, pour la mise en œuvre des stratégies communes CEEAC-CEDEAO-CGG de sûreté et de sécurité maritimes dans le Golfe de Guinée.

Pendant cinq jours, les experts ont débattu des problèmes liés au difficile décollage du CIC, à savoir, le détournement de plus de 300 millions Fcfa, le budget et le mode financement de la structure. Cette session extraordinaire de la réunion annuelle des hauts responsables du CIC avait pour objectif, d'adopter les documents en vue du démarrage effectif de l'organisation.

L'ouverture des travaux s'est déroulée en présence de trois hauts responsables de la CEEAC, la CEDEAO et la CGG, des représentants du corps diplomatique accrédités au Cameroun, des représentants du secrétaire général de l'ONU pour l'Afrique Centrale et pour l'Afrique de l'Ouest, des partenaires techniques et finan-

ciers, ainsi que de la haute hiérarchie militaire du Cameroun.

A la fin, les chefs des différentes institutions ont adopté l'organigramme du CIC, conformément à ses textes fondateurs. S'agissant du processus de recrutement au sein du Cic, il a été prescrit le respect de l'équilibre des Etats dans la désignation des postes statutaires.

Ce sera à travers un comité technique de recrutement qui sera mis en place dans les prochains jours. Il sera composé des membres appartenant aux trois institutions que sont la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), ceux de la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de la Commission du golfe de Guinée (CGG).

Pour le démarrage effectif des activités du CIC, les institutions procéderont, dans les prochains jours, à la désignation de trois candidats par poste statutaire du CIC, conformément à leurs règles et procédures internes et sur la base des termes de référence validés en vue de la nomination des responsables de l'organisation, avant le 30 juin 2016.

Sous réserve de la mobilisation des ressources nécessaires par les institutions, le recrutement des autres cadres devra être proposé au président en exercice de la réunion des hauts responsables, par le directeur exécutif, avec l'aide du comité technique de recrutement pour le 30 juin prochain.

Par ailleurs, le statut du personnel du CIC, les termes de référence des postes et l'échéancier de recrutement qui va de mars à juillet 2016, ont été adoptés par les chefs des institutions.

Afin d'assurer le financement autonome du CIC, un comité composé de représentants des trois institutions et du pays hôte qui est le Cameroun, sera mis en place pour finaliser la stratégie de mobilisation des ressources et devra préparer la conférence des partenaires et tiers contributeurs. S'agissant de la question relative au détournement de fonds destinés au Cic, de plus de 310 millions FCFA par l'un de ses membres, le président en exercice du Cic, Ahmad Allam-Mi a précisé que des enquêtes ont été ouvertes.

Yvette Reine Nzaba

Paris

Au départ de Pointe-Noire

à partir de

500 000

*FR CFA TTC
A/R



المخطوط الملكية المغربية

royal air maroc

Les ailes du Maroc



Call Center 06 650 9999

royalairmaroc.com



DIPLOMATIE

Un « ancien du Congo » nommé ambassadeur d'Italie au Sénégal

Le nouveau représentant de Rome à Dakar est désormais Francesco Paolo Venier, ancien ambassadeur à Brazzaville.

La diplomatie italienne aime à s'entourer de gens de terrain. Dans la nouvelle optique d'une coopération active que Rome mène en Afrique depuis quelque temps, cette expérience est appelée à jouer un rôle certain. Ainsi la Farnesina, le ministère italien des Affaires étrangères, vient-il de nommer comme ambassadeur à Dakar M. Francesco Paolo Venier, un homme que tout situe dans l'immersion dans la diversité.

Outre d'avoir été ambassadeur à Brazzaville (2009-2011), M. Francesco Paolo Venier est issu de la diaspora italienne. Il est, en effet, né en 1958 en Argentine (pays où se trouve en visite le Premier ministre italien en ce moment). Il a fait des études de sciences politiques à l'université de Padoue d'où il est sorti docteur en 1981. Ensuite, il a suivi le cursus de ceux qui sont appelés à servir la diplomatie italienne : secrétariat chargé du commerce à l'ambassade au Guatemala ; premier secrétaire général à celle de New-Delhi (Inde) ; retour à la Farnesina, à Rome, en 2000. Puis c'est Djakarta, en Indonésie, comme conseiller au commerce ; consul général à Montréal, au Canada et premier « bain africain » en tant qu'ambassadeur au Congo-Brazzaville. Il est resté en poste pendant deux ans, avant d'être de nouveau chargé de responsabilités (coopération et développement) à la maison mère de la diplomatie italienne, à Rome.

Lucien Mpama

ITALIE

Turin, capitale de la diversité

Pendant une semaine, les établissements de la capitale du Piémont, de la maternelle à l'université, parleront toutes les langues du monde !

C'est une expérience unique au monde : pendant une semaine, les établissements scolaires de Turin, dans le Piémont, vont parler toutes les langues voulues ! La manifestation « Tant de langues, Tant de cultures, Une seule ville » a commencé le 15 février et va s'achever dimanche. Initiative de l'assessorat aux politiques éducatives de la ville, elle se tient dans le cadre de la célébration de la Journée mondiale des langues maternelles, le 21 février. Pour l'assesseuse communale Mariagrazia Pellerino, sa ville de Turin « ouverte vers les communautés internationales se trouve face à un défi fondamental par ce seul fait. Elle se voit invitée à réfléchir sur les opportunités de croissance que représente la pluralité linguistique ». Il s'agit à la fois d'allier une donnée présente et de s'ouvrir vers l'avenir. Turin, capitale du Piémont italien au nord du pays, est de fait une ville polyglotte ; on s'y exprime volontiers en italien et en français, du fait de l'histoire et de la proximité géographique avec la France. Un des événements phares de cette semaine de la diversité est représenté par les laboratoires de langue où seront déclamés, entre autres, des poésies ou des textes en prose en langues originales : langues africaines, arabe, persan, roumain. Les textes seront lus par les élèves ou étudiants des différents établissements, choisis parmi les plus représentatifs de leur communauté d'origine.

Une originalité : des cours d'italien donnés par des bénévoles de l'université aux enfants étrangers incarcérés à la prison pour mineurs Ferrante Aporti de Turin. La manifestation culminera avec la présentation de brefs travaux de recherches menés par les différents groupes, dans leurs langues, dans la Salle Rouge de la mairie de Turin, en présence notamment du maire de la ville Piero Fassino.

L.Mp.

BURUNDI

La Force en attente de l'Afrique de l'Est prête à participer à une mission de maintien de la paix

Le directeur du secrétariat exécutif de la Force en attente de l'Afrique de l'Est (EASF), l'ambassadeur Ismaïl Chanti, a déclaré mardi à Bujumbura que cette mission est prête à participer à une force de maintien de la paix au Burundi en cas de consentement des autorités burundaises.

Ismaïl Chanti s'exprimait lors d'un point de presse dans le cadre d'une visite de travail d'une délégation de l'EASF au Burundi. Cette délégation s'était rendue à Bujumbura pour présenter au ministre burundais de la Défense Nationale, Emmanuel Ntahomvukiye, la principale recommandation de l'EASF d'une récente réunion tenue en Ethiopie sur les voies et moyens de sortie de la crise politico-sécuritaire qui secoue le Burundi.

L'ambassadeur a indiqué que la délégation qu'il dirige, au Burundi, entre dans le cadre de la communication sur des décisions prises par les organes politiques de l'EASF au cours des sessions extraordinaires tenues à Addis-Abeba du 25 au 30 janvier 2016 en marge des travaux du dernier sommet de l'UA. « Le premier message est qu'il y a encore de l'espace pour le dialogue politique au Burundi. C'est pourquoi nous exhortons les autorités et autres parties burundaises à aller tout droit vers le dialogue, seule voie pour recouvrer une paix, une stabilité et une sécurité durables. Le deuxième est que si l'option de l'envoi d'une force de prévention et de protection au Burundi est retenue avec le consentement des autorités burundaises, l'EASF est prête à prendre ses responsabilités en participant à une telle force », a souligné Ismaïl Chanti.

Créée au cours du sommet de l'Union Africaine (UA) en juillet 2004 à Addis-Abeba, en Ethiopie, l'EASF est la principale organisation en matière de sécurité de la région d'Afrique de l'Est. Elle est mandatée par l'UA, pour être l'un des instruments pour la paix, la sécurité et la stabilité en apportant sa pierre à l'édifice dans la résolution des conflits régionaux. A ce jour, l'EASF compte dix pays : Burundi, Comores, Djibouti, Ethiopie, Kenya, Rwanda, Seychelles, Somalie, Soudan et Ouganda. Ces pays sont liés par un traité signé en avril 2005.

Nestor N'Gampoula

CENTRAFRIQUE

La CEEAC se félicite du bon déroulement des scrutins du 14 février

La mission d'observation de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) s'est félicitée le mardi du déroulement des opérations caractérisé par « un climat apaisé pendant la campagne électorale, mais aussi le jour du vote ». Les premiers résultats provisoires du second tour de la présidentielle publiés par l'Autorité nationale des élections (ANE) placent Faustin Archange Touadera en tête devant Anicet Georges Dologélé.

La CEEAC a dépêché une mission d'observation électorale à Bangui. « A quelques exceptions près, l'ouverture des bureaux de vote s'est généralement faite à l'heure. Une augmentation du nombre de bureaux

de vote a contribué à la fluidité des opérations de vote. Le matériel électoral était disponible. Le secret du vote a été respecté. Les préposés au vote avaient une meilleure maîtrise des procédures de vote et de dépouillement », a confié Alexis Symphorien Emvono de la mission d'observation de la CEEAC saluant au passage l'ANE en charge du scrutin.

Cependant, selon les observateurs de la CEEAC, « la mission déplore l'arrivée tardive du matériel électoral dans certains bureaux de vote, ce qui a retardé le début des opérations dans ces bureaux ; la faible représentativité des mandataires des candidats aux législatives dans certains bureaux de vote ; le manque d'information relative au vote par dérogation, le relatif engouement des électeurs à se rendre aux urnes par rapport au premier tour ». La mis-

sion d'observation recommande néanmoins au gouvernement centrafricain, ainsi qu'à tous les acteurs politiques et ceux de la société civile de tout mettre en œuvre en de « promouvoir une plus grande participation citoyenne dans la consolidation de la démocratie dans le pays ».

A la communauté internationale, la mission d'observation l'invite à continuer d'appuyer la Centrafrique, surtout les nouvelles autorités élues, afin de permettre à l'Etat centrafricain de faire face à ses nombreux défis. Deux jours après les scrutins, l'ANE a commencé la publication des résultats provisoires du second tour de la présidentielle, par bureau de vote. D'après les résultats encore provisoires, le candidat indépendant Faustin Archange Touadera devance son adversaire Anicet Georges Dologélé.

Fiacre Kombo

LIBYE

Jean-Marc Ayrault salue la formation d'un gouvernement d'unité nationale

Le ministre des Affaires étrangères, Jean-Marc Ayrault, a participé le 13 février à Munich en Allemagne à une réunion ministérielle sur la Libye. La Réunion visait à appuyer le processus politique en cours dans le pays, en vue de la formation d'un gouvernement d'unité nationale, nécessaire à la stabilité de la Libye.

Le 15 février, Jean-Marc Ayrault a salué la formation par le conseil présidentiel d'un gouvernement d'unité nationale libyen autour du Premier ministre Fayez al-Sarraj. Il a appelé la chambre des représentants à se réunir au plus vite pour lui accorder sa confiance. « Ce gouvernement devra pouvoir s'installer à Tripoli dans les meilleurs délais. Les parties libyennes doivent agir avec responsabilité en cette phase décisive pour l'avenir du pays. La communauté internationale restera ferme à l'encontre de ceux qui obstruent sciemment la transition politique », a rappelé le ministre français des Affaires étrangères.

Après des mois de médiation avec les Nations unies et le rejet d'une proposition précédente, les délégués des factions rivales en Libye ont proposé un nouveau gouvernement d'unité nationale le 14 février, pour apaiser le pays plongé dans le chaos.

Ce nouveau gouvernement d'unité pourrait éventuellement obtenir une intervention militaire internationale pour repousser le



Jean-Marc Ayrault

groupe armé État islamique, qui a tiré parti de l'instabilité politique et du vide de pouvoir depuis 2014 en Libye.

Le 17 février 2011, débutait la révolution libyenne et l'intervention occidentale qui aura conduit à la mort de Mouammar Kadhafi. Depuis, ce pays a sombré dans le chaos. Un vent d'espoir a soufflé le 14 février. Souhaité par la communauté internationale, un gouvernement d'union nationale a été formé. Une avancée certes, mais qui reste fragile. Deux autorités se disputaient le pouvoir

partageant le pays en deux.

Une autorité installée à Tripoli et sous le joug de milices en partie islamistes en partie proche des Frères musulmans, et une autre autorité reconnue par la communauté internationale, bénéficiant d'un soutien des milices Zintan et installée à Tobrouk dans l'est du pays, près de la frontière égyptienne.

Profitant du chaos politique et sécuritaire, l'Etat islamique qui compterait 5000 combattants en Libye, a conforté ses positions, notamment à Syrte et ses alentours, ville natale du Mouammar Kadhafi.

N.Nd.



Assurances et Réassurances du Congo

Assurance Incendie / Assurance Transport / Assurance Multirisque Habitation / Assurance Glaciale Transport / Assurance Responsabilité Civile

Assurance Santé / Assurance Combinaison / Assurance Vieillesse / Assurance Voyage / Assurance Énergie

Agence KIV - Avenue Léopold Cabrol - Tél : +242 22 36 12 69 / 33 36 13 36
 Agence PIB - 129, Avenue Tazemba N'Zemba - Tél : +242 22 281 4043 / 44 13 36
 Email : ardc@ardc.org.cg - www.ardc.org.cg

MUSIQUE

Angélique Kidjo remporte son 3^e Grammy Awards

L'artiste béninoise Angélique Kidjo a remporté le 15 février son troisième Grammy Awards au Staples Center à Los Angeles. Elle a été récompensée dans la catégorie du meilleur album de musique du monde pour « Swings », une compilation de ses chansons interprétées avec l'orchestre philharmonique du Luxembourg.

Cette deuxième distinction consécutive aux Grammy Awards, après la toute première en 2007 et en 2016 gagnée dans la même catégorie pour l'album *Eve*. Elle était en lice avec le groupe de détenus malawites «Zomba Prison Project».

Elle a dédié cette récompense aux jeunes artistes africains qui ne cessent d'émerger : « *L'Afrique est en marche, elle est positive. Regroupons-nous et refusons la haine et la violence grâce à la musique. Pour moi, la musique est avant tout la seule forme d'art qui lie tout le monde* ».

Les principaux prix décernés lors des 58^{èmes} Grammy Awards, sont :

- Meilleur album
Taylor Swift, «1989»
- Meilleur enregistrement
Mark Ronson feat. Bruno Mars, «Uptown Funk»
- Meilleure chanson
Ed Sheeran, «Thinking Out Loud»
- Artiste révélation de l'année
Meghan Trainor
- Meilleur album rap
Kendrick Lamar, «To Pimp a Butterfly»
- Meilleur album rock
Muse, «Drones»
- Meilleur album de musique Dance/Electro
Skrillex and Diplo, «Skrillex and Diplo Present Jack Ü»
- Meilleur album de musique alternative
Alabama Shakes, «Sound & Color»
- Meilleur album de comédie musicale
«Hamilton»
- Meilleur album pop
Taylor Swift, «1989»
- Meilleur album de musique du monde
Angélique Kidjo, «Sings»
- Meilleur album parlé
Jimmy Carter, «A Full Life: Reflections at Ninety»
- Meilleur album urbain contemporain
The Weeknd, «Beauty Behind the Madness»
- Meilleur album de R&B
D'Angelo and The Vanguard, «Black Messiah».

Les Grammy Awards ou Grammys (initialement intitulées les Gramophones Awards) sont des récompenses créées en 1958, décernées chaque année aux États-Unis par la National Academy of Recording Arts and Sciences afin d'honorer les meilleurs artistes et les meilleurs techniciens dans le domaine de la musique.

Hermione Désirée Ngoma



FOOTBALL

Le Français Hervé Renard succède à Badou Zaki à la tête des Lions de l'Atlas

Vainqueur de la CAN 2015 avec la Côte d'Ivoire, Hervé Renard revient en Afrique: la Fédération royale marocaine de football (FRMF) a, en effet, officialisé mardi la nomination du Français Hervé Renard comme sélectionneur de l'équipe nationale à la place du Marocain Badou Zaki. L'occasion pour l'ancien sélectionneur de la Zambie d'oublier son limogeage de Lille, en novembre dernier.

Hervé Renard s'est dit «ravi» d'avoir été choisi pour cette fonction après avoir été officiellement présenté à la presse par le président de la FRMF, Faouzi Lakjaa.

« Le président (de la FRMF) vous a exposé les objectifs qui se présentent sur notre route, le premier est bien sûr la qualification pour la Coupe d'Afrique 2017, elle n'est pas très loin, et avant cela, c'est le début de la qualification pour la Coupe du monde 2018, c'est un programme un peu chargé » a dit le nouveau sélection-



Hervé Renard a été présenté à la presse mardi par Faouzi Lakjaa, le président de la Fédération marocaine de football (crédits photo FADEL SENNA/AFP)

neur. Rappelons que les Lions de l'Atlas sont actuellement deuxièmes de leur groupe G, à égalité de points avec le Cap Vert, avec deux victoires (contre la Libye et Sao Tomé). Agé de 47 ans, le double vainqueur de la CAN (en 2012 avec la Zambie et en 2015 avec les Eléphants de Côte d'Ivoire

était en concurrence avec l'Egyptien Hassan Shehata, l'Italien Giovanni Trapattoni et le Tunisien Faouzi Benzarti. Il succède à l'ancien gardien de but international marocain, Badou Zaki, dont le contrat a été résilié par consentement mutuel.

Camille Delourme avec AFP

COMPRENDRE l'Afrique qui bouge



SAINT-VALENTIN

L'harmonie des couples très remarquée à Makabandilou

Près d'une dizaine de couples jeunes et vieux ont célébré, le 14 février dans la périphérie de Makabandilou, banlieue nord de Brazzaville, la fête de la Saint-Valentin.

La cérémonie a été marquée par un repas festif agrémenté d'un bal dansant en l'honneur des couples de tous âges à l'espace Le Triplet, dirigé par Pélagie Ibara, une femme expérimentée dans les questions de vie conjugale.

Dans ce spectre des mariés, elle a lâché des propos amusants : « *Aujourd'hui c'est notre fête ! Dîner en amoureux, promenade la main dans la main, regards tendres et baisers romantiques. N'hésitez jamais de prendre une photo en pareil circonstance* ». Rien ne vaut une photo pour immortaliser de pareils moments. Les couples l'ont bien compris. Ils sont épris d'amour et ont voulu le démontrer. Évidemment, ils sont heureux d'avoir trouvé leur moitié. Dans cet espace réservé aux mariés, les couples ont, par la même occasion, savouré les plats de poisson, de poulet, de viande et des légumes frais.

Rappelons qu'il y a des décennies que les brazzavillois s'accrochent de plus en plus à la célébration de la Saint-Valentin, l'une des plus vieilles traditions européennes.

Fortuné Ibara



<http://magazedelafrique.com>
Également disponible

ESPAGNE/24^e JOURNÉE

Festival du Barça, toujours invincible

En Espagne, la 24^e journée a été marquée par le récital du FC Barcelone, impitoyable face au Celta Vigo (6-1). Durant la rencontre, Leo Messi a encore fait vibrer la planète football avec un penalty hors du commun: au lieu de tirer, le Ballon d'or 2015 a délivré une passe à Luis Suarez. Détonant

Invincible depuis 30 matches, le FC Barcelone s'est régalé contre le Celta Vigo (6-1) dimanche, avec un Lionel Messi des grands soirs et un triplé de Luis Suarez, reprenant le large en tête du Championnat d'Espagne devant l'Atletico Madrid, vainqueur de Getafe 1-0.

Récital offensif du trio «MSN» pour la 24^e journée: à la baguette, Messi a ébloui le Camp Nou avec un coup franc magistralement enroulé (28^e) puis trois passes subtiles.

D'abord une louche pour le deuxième but, signé Suarez (59^e), ensuite un petit ballon en profondeur pour Neymar, dont la reprise à angle fermé a été poussée au fond par l'Uruguayen (75^e), et enfin un pe-

nalty inhabituel, tiré indirectement à la manière du Néerlandais Johan Cruyff en 1982, et qui fera le tour du monde: au lieu de frapper pour tenter d'inscrire le 300^e but de sa carrière en Liga, Messi a préféré décaler sur sa droite Luis Suarez, qui a réussi un triplé (81^e) et reprend la tête du classement des buteurs avec 23 buts, devant Cristiano Ronaldo (21 buts).

Ivan Rakitic a alourdi le score sur une passe de Suarez (84^e), lequel a clos la rencontre d'une nouvelle passe décisive, cette fois pour Neymar, buteur d'un ballon élégamment piqué (90^e+1). Dur pour le Celta, pourtant très bon en première période et revenu à 1-1 avant la pause

sur un penalty de John Guidetti (39^e). -Les coups de patte de Messi - « C'est une très belle soirée pour nous, nous avons battu une grande équipe, mais ce n'est rien de plus qu'une soirée normale », a tempéré l'entraîneur barcelonais Luis Enrique. « Ce sera historique si nous obtenons des titres. »

Ce succès spectaculaire permet, en tout cas, au Barça (1^{er}, 57 pts) de reprendre trois longueurs d'avance sur l'Atletico (2^e, 54 pts) au sommet du classement de Liga, avec en outre la perspective de pouvoir creuser l'écart mercredi en match en retard de la 16^e journée face au Sporting Gijon. Le Real Madrid de l'entraîneur Zinédine Zidane, vainqueur de l'Athletic Bilbao 4-2 samedi, est troisième (53 pts). Cristiano Ronaldo (3^e et 87^e), James Rodriguez (37^e) et Toni Kroos (47^e), sont les buteurs madrilènes.

Au Camp Nou, Messi a résolu de quelques coups de patte un match

que Barcelone avait mal débuté, gêné par le pressing très haut de Vigo.

Les Galiciens ont longtemps fait déjouer le Barça en court-circuitant la circulation du ballon et en marquant grâce à un penalty obtenu et transformé par John Guidetti (38^e).

Mais les hommes d'Eduardo Berizzo ont payé leurs efforts et les attaquants catalans ont pu enfin accélérer, à l'image de Messi, de retour après un traitement médical en début de semaine.

- Inarrêtable Barça -En première période, le quintuple Ballon d'Or a enroulé un coup franc splendide dans la lucarne (28^e), soit le 299^e but en Liga de sa carrière, record absolu. Et, après la pause, il a lancé le récital catalan, lobant la défense pour trouver dans la surface Suarez, buteur avec l'aide de la transversale (59^e).

En fin de rencontre, le Barça a pris l'ascendant et les buts ont défilé, laissant une ardoise très lourde au

Celta. Cela fait 30 matches toute compétition confondue que le Barça n'a pas perdu: offensivement, le champion d'Europe en titre semble inarrêtable et il peut faire, mercredi prochain à Gijon, un grand pas vers le titre en Liga en repoussant son plus proche poursuivant à six longueurs à deux semaines du derby entre l'Atletico (2^e) et le Real Madrid (3^e).

L'Atletico, lui, a poursuivi dimanche son bon parcours avec une victoire appliquée à Getafe, faute d'être grandiose: Fernando Torres a marqué dès la 2^e minute sur un centre de Yannick Carrasco et les «Colchoneros» ont ensuite géré leur avantage.

Seul point noir pour eux dans cette soirée: le Belge, passeur décisif sur le but, n'a pas pu finir la rencontre, victime d'une entorse à une cheville (53^e), ce qui fait planer le doute sur sa présence lors des chocs à venir.

Camille Delourme avec AFP

NÉCROLOGIE

Le Seigneur a rappelé auprès de lui sa fille et servante Ramatoulaye Sylla « Rama », dans la nuit du 10 au 11 février 2016.

Elle a été inhumée à Dakar le 14 février courant.

Puissent toutes celles et tous ceux qui ont eu le bonheur de la connaître prier le Très-Haut pour que son âme repose en paix qu'elle soit élevée à la félicité et à la gloire célestes.

Colonel Rémy
Ayayos-Ikouna



Yannick Mbouma, agent des Dépêches de Brazzaville, la famille Robert Koutoupo, Clarisse Onze et Okass Okana ont la profonde douleur d'informer amis et connaissances du décès inopiné de leur fils Koutoupo B. Noël Chancel El Hassan, survenu le 9 février 2016 à l'hôpital central des Armées de Dolisie. La veillée mortuaire se tient au n°41, rue Bayas à Poto-Poto. La date de l'inhumation vous sera communiquée ultérieurement.



La famille ANGOR à la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de Monsieur ANGOR Gaétan Jean Claude, survenu le 17 février 2016 à 3h du matin à Rabbat au Maroc. La veillée se tient au n° 8 Avenue de l'intendance (en face du PSP Chacona) Mpila Blancher. La date de l'inhumation vous sera communiquée ultérieurement.



Mme Louvézo née Ndzikabaka Jacqueline, la famille Djambou, les enfants Louvézo Gyslain, Edwige, Aymar et Sylja, ont le regret d'informer les parents, amis et connaissances du décès de leur époux et père, Sylvestre Louvézo, agent retraité d'Agip Recherches (ENI-Congo), survenu à Pointe-Noire, le vendredi 12 février 2016 à la suite d'une longue et pénible maladie. La veillée mortuaire se tient au Fond Tié-Tié, derrière l'école Ndaka-Susu. L'inhumation aura lieu le vendredi 19 février à 14h au cimetière de Vindoulou.

REMERCIEMENTS

30 janvier - 15 février 2016
Voici deux (2) semaines jour pour que notre fils, neveu, grand frère et oncle Koubango Blaise Destin nous a quittés. Monsieur Mapangui Antoine, Madame Jeanne Emilie Ngoto, les enfants Mylondo et les enfants Koubango remercient les parents, les autorités et le personnel du Sénat, les amis et connaissances qui les ont assistés lors du décès de leur regretté Blaise Destin Koubango. Ils expriment leur profonde et sincère gratitude pour le soutien multiforme et toute marque d'affection avant, pendant et après les obsèques./-



COMMUNIQUÉ

Le Comité Directeur de la section

Basket-Ball de Diables Noirs informe

ses supporteurs et les sympathisants du

Basket Ball de la tenue de son Assemblée

Générale Elective ce dimanche 21 février

2016, à partir de 11h, au gymnase «

Maxime MATSIMA » de Makélékélé.

FORMATION

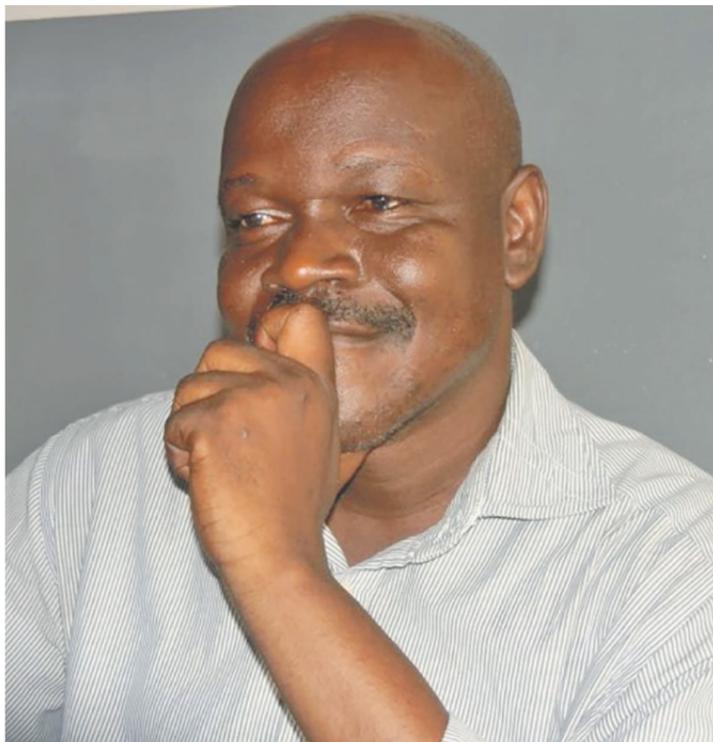
Matadi accueille un atelier des arts plastiques et de bricolage

L'activité est organisée par le Centre de formation des éducatrices de la maternelle Montessori/Matadi, en partenariat avec l'Institut supérieur pédagogique de Matadi, à l'intention des éducatrices de la maternelle de la ville portuaire du Kongo central et des autres contrées environnantes.

La ville portuaire de Matadi accueille, du 21 au 26 mars, un atelier des arts plastiques et de bricolages à l'intention des éducatrices de la maternelle. Il s'agit, pour les organisateurs de cette activité, d'initier les participantes (éducatrices de la maternelle) à la création des matériels didactiques. « *L'enseignement maternel est un enseignement intuitif. Tout doit entrer par le sens. Il est donc impératif que chaque éducatrice apprenne à fabriquer les matériels didactiques pour concrétiser son enseignement. L'école maternelle est "une école du concret"* », a expliqué le promoteur du centre Montessori, Didier Basambombo.

Soutenir la création de la classe pré-primaire

Le second objectif poursuivi par les organisateurs de cet atelier au niveau de la maternelle est



Le promoteur du Centre Montessori, Didier Basambombo / Photo Adiac

d'informer les éducatrices afin de leur permettre d'apprendre les notions de base qu'elles doivent posséder et maîtriser pour bien assurer leurs enseignements vis-à-vis des enfants, d'une part, et contribuer d'autre part d'une manière ou d'une autre à l'action gouvernementale sur la création de la classe pré-primaire. Pour atteindre ces objectifs vi-

sés par cette activité, qui est une première dans ce secteur de l'éducation à Matadi, le Centre de formation des éducatrices de la maternelle Montessori et l'Institut supérieur pédagogique de Matadi ont fait appel à deux experts en psychomotricité et en construction des arts pour enfants venant de Kinshasa.

Parmi les participants, les organi-

sateurs attendent les éducatrices de la maternelle ainsi que les encadreurs des éducatrices (directrices d'écoles et inspectrices) de Matadi et des autres contrées environnantes. Une invitation est, de ce fait, lancée aux partenaires pour venir en soutien et en aide aux organisateurs de cette initiative, qui prône un enseignement de pointe égalant celui des autres nations du monde, contrairement à l'éducation archaïque dont on fait usage dans certains secteurs de l'éducation en RDC.

Le centre Montessori, rappelle-t-on, est le premier centre privé de formation des éducatrices de la maternelle dans la province éducationnelle du Kongo central I. Il vise à lutter contre la sous-qualification des éducatrices de la maternelle parce que, a noté le promoteur de ce centre, Didier Basambombo Kabeya Noé, la formation maternelle exige une compétence aiguë en matière de la psychomotricité.

Le promoteur du centre Montessori, pédagogue de formation et de carrière, est, en plus de ses études en gestion et administration scolaire à l'Université pédagogique nationale (UPN), titulaire d'un diplôme d'études supérieures spécialisées en Gestion des politiques économiques/

Programme GPE de la faculté des sciences économiques et de gestion de l'Université de Kinshasa. Didier Basambombo est également diplômé en pédagogie et sciences de l'éducation, orientation, gestion et administration scolaire à l'École doctorale de l'UPN. Ancien enseignant du primaire et du secondaire, directeur des écoles primaires (complexe scolaire BK et complexe scolaire Sainte-Famille à Lemba-Righini) et conseiller pédagogique, il est enseignant à l'Institut supérieur pédagogique de Matadi et à l'Institut supérieur de commerce de Boma, où il assiste différents professeurs et dispense les cours de marketing scolaire, socio-économie de l'éducation, didactique des disciplines scolaires et aperçu et vision nouvelle de programmes scolaires et élaboration des manuels scolaires.

Didier Basambombo, président en exercice de l'Alliance franco-congolaise de Kinshasa, site de Lemba, est, à ces jours, responsable et directeur chargé de formation au Programme de renforcement des capacités en pédagogie appliquée, une ASBL.

Lucien Dianzenza

DIALOGUE NATIONAL

La communauté internationale fait pression

Dans un communiqué conjoint publié le 16 février, l'Union africaine, les Nations unies, l'Union européenne et l'Organisation internationale de la francophonie demandent aux acteurs politiques congolais d'organiser ce forum « à bonne date » et dans le cadre constitutionnel.

La communauté internationale, représentée par quatre organisations susmentionnées, soutient la tenue du dialogue politique en instance d'être organisé en RDC. C'est ce qui ressort du communiqué conjoint publié le 16 février par ces quatre institutions dans lequel elles insistent sur la nécessité de poursuivre le processus politique devant conduire à la tenue de ce forum. Celui-ci, de l'avis de ces organisations internationales, est la voie obligée pour parvenir à l'organisation des élections apaisées en RDC. Elles militent pour la recherche d'un accord entre les acteurs politiques dans le respect de la démocratie et de l'État de droit.

Le communiqué n'évoque pas expressément la tenue dans neuf mois de l'élection législative et présidentielle, point culminant d'un processus électoral marqué par une série des scrutins à tenir cette année, mais il fait plutôt référence au respect du cadre constitutionnel. Bien plus, les signataires du communiqué ci-haut évoqué relèvent l'impérieuse nécessité de voir les élections se tenir « à bonne date » selon leur expression. Citant la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance, ils évoquent l'article 5 de ce document qui prône le respect de l'ordre constitutionnel et l'alternance. « *Le déroulement des élections dans les conditions requises de paix, de transparence de régularité, et à bonne date, contribuera grandement à la consolidation des progrès enregistrés par la RDC depuis plus d'une décennie* », ont fait remarquer les quatre organisations internationales. Par ailleurs, tout en soutenant la facilitation conduite par le Togolais Edem Kodjo, l'émissaire de l'Union africaine, qui consulte les acteurs politiques et sociaux de la RDC en vue de la tenue d'un dialogue politique, les quatre institutions internationales exhortent la communauté nationale congolaise à l'accompagner dans sa lourde tâche en lui apportant leur entière coopération.

Alain Diasso

VÉRITÉS DES URNES EN RDC

Jean-Pierre Lisanga Bonganga remonte les bretelles à Jacques Ndjoli

Le coordonnateur et porte-parole du Front du peuple reproche au sénateur et ancien vice-président de la Céni de s'être illustré par « des propos diffamatoires » à l'endroit d'Étienne Tshisekedi.

Dans une parenthèse ouverte lors de son allocution de clôture, le 15 février, au Cepas à Gombe, des travaux de la première convention politiques des alliés du lider maximo Étienne Tshisekedi, le coordonnateur et porte-parole du Front du peuple, Jean-Pierre Lisanga Bonganga, s'est longuement étendu sur la légitimité et la légalité du Sénat congolais qu'il considère être constitutionnellement fin mandat depuis huit ans. Pour Lisanga Bonganga, en effet, le Sénat congolais siégerait impunément dans l'illégalité et illégitimité les plus criantes.

Cette situation a été évoquée parce que le coordonnateur et porte-parole du Front du peuple voulait parler particulièrement du comportement d'un membre de la chambre haute du Parlement congolais, Jacques Ndjoli, qui aurait émis des « propos diffamatoires » à l'endroit d'Étienne Tshisekedi, l'autorité morale du Front du peuple.

Complice des irrégularités

Jean-Pierre Lisanga Bonganga reproche à Jacques Ndjoli qu'il qualifie de sénateur honoraire, parce que fin mandat depuis de huit ans, ses propos tenus sur les ondes de Top Congo, selon lesquels Étienne Tshisekedi n'avait produit aucune preuve pour prétendre à son élection à la présidence de la République lors des élections de 2011. « *Aujourd'hui, même les défenseurs les plus acharnés du scrutin de 2011 reconnaissent, sans nul doute, que les élections de 2011, autant que celles de 2006, ont été hasardeuses et chaotiques...* », a rappelé le coordonnateur et porte-parole du Front du peuple. Pour ce dernier, la Céni dont Jacques Ndjoli a été membre du présidium, instrumentalisée comme elle continue à l'être par le pouvoir politique en place, avait servi de



Le sénateur Jacques Djoli

levier de la tricherie et des fraudes massives, ayant entaché les élections de 2011.

À en croire le coordonnateur et porte-parole du Front du peuple, Jacques Ndjoli, en tant que vice-président du bureau de la Céni, avait donc été complice de toutes ces irrégularités décriées, « *trahissant ainsi la noble mission qui lui avait été confiée comme représentant de l'opposition politique congolaise* » au sein de la centrale électorale. « *Livré à un dilemme cornélien entre ses intérêts personnels et sa bonne conscience, aujourd'hui le sénateur honoraire Jacques Ndjoli reste le seul à affirmer qu'en 2011, il n'y a pas eu falsification de la vérité des urnes* », a insisté Jean-Pierre Lisanga Bonganga.

Pour le coordonnateur et porte-parole du Front du peuple, dans cette posture de deux poids, deux mesures, il y a là des choses qu'ils ne peuvent plus accepter du « sénateur honoraire » Jacques Ndjoli constituant avec ses collègues du Sénat, depuis huit ans, le « camp du glissement » où ils entendent attirer d'autres membres.

L.D.

GRANDS LACS

Réouverture à plein temps de la frontière entre le Rwanda et la RDC

La frontière entre la ville de Goma et le Rwanda est de nouveau ouverte 24 heures sur 24, sur la décision du président de la République, Joseph Kabila.

Désormais la frontière terrestre entre la ville de Goma (RDC) et Rubavu (Rwanda) est ouverte à plein temps, soit 24 heures sur 24. Les Rwandais et Congolais pourront effectuer les aller et retour autant des fois qu'ils voudront sans la moindre restriction. C'est ce que vient de décider le chef de l'État, Joseph Kabila. L'annonce de la décision présidentielle a été rapportée aux « Gomatraciens » le 16 février dans la foulée de l'arrivée à Goma des Léopards, vainqueurs du dernier Chan/Rwanda 2016. C'est dans une ambiance carnavalesque que ces héros ont été accueillis dans le chef-lieu du Nord-Kivu qui a fait fi de la ville morte décrétée par l'opposition pour communier avec leurs stars du foot. C'est le gouverneur Julien Paluku qui a annoncé la réouverture de la frontière devant une foule en délire qui n'en croyait pas ses oreilles. Pour le gouverneur, ses administrés devraient plutôt remercier le chef de l'État qui a entendu leurs doléances. « Pour remercier tous les enfants du Nord-Kivu qui ont soutenu les Léopards, le chef de l'État n'a pas hésité de dire qu'à cette occasion, il est temps d'ouvrir les frontières pour que le climat de méfiance, le climat de doute et le climat d'hésitation qui y avaient entre nous et le Rwanda puissent cesser de dominer nos esprits », a-t-il déclaré.

Cette réouverture de la frontière a réjoui toute la population de Goma et, particulièrement, les commerçants dont les affaires ont subi l'effet de la fermeture décrétée en 2013 à la suite du différend sécuritaire



Le gouverneur du Nord-Kivu Julien Paluku

ayant opposé la RDC et le Rwanda et de la guerre enclenchée par la rébellion du M23. Le président de la République, Joseph Kabila, avait alors ordonné que la frontière soit fermée entre 18 heures et 6 heures du matin, chaque jour, au grand dam des commerçants qui ont vu leurs affaires battre de l'aile.

En ce moment où la RDC a renoué la coopération avec le Rwanda et que des milliers des rwandais ont apporté leur soutien aux Léopards lors de la finale du Chan face au Malien, les conditions pour la réouverture de la frontière étaient réunies. Et Julien Paluku d'ajouter qu'il était temps de rouvrir la frontière « pour que les gens se sentent libres d'aller au Rwanda et de venir au Congo et qu'ensemble, dans la région des Grands lacs, nous puissions démontrer à la face du monde que nous sommes les mêmes enfants d'une même région et que nous pouvons faire ensemble de bonnes choses pour promouvoir cette région des Grands lacs ».

Alain Diasso

SANTÉ

L'OMS/RDC a un nouveau représentant

L'actuel représentant de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en RDC, le Dr tchadien Allarangar Yokouide, a présenté le 17 février ses lettres de créance au ministre de la Santé publique, le Dr Felix Kabange Numbi.

Le nouveau représentant de l'OMS en RDC compte travailler en parfaite harmonie avec le gouvernement congolais par le biais du ministère de la Santé publique parce que, dira-t-il, en tant que partenaire, l'objectif de l'OMS est de soutenir le gouvernement dans les efforts qu'il fournit pour les domaines prioritaires de la santé. Durant son mandat à la tête de l'OMS/RDC, le Dr Allarangar s'alignera sur les priorités du gouvernement dans le domaine de la santé. Pour lui, le ministère de la Santé publique a défini ses priorités dans le Plan national de développement sanitaire pour la période allant de 2016 à 2020. Toutefois, ajoute le représentant de l'OMS, s'il faut hiérarchiser les priorités, « je pense qu'il y a un certain nombre de domaines sur lesquels nous devons vraiment faire attention telles que les maladies évitables par la vaccination. Nous avons les vaccins et les intrants, nous devons faire en sorte que ces maladies ne puissent pas continuer à être des problèmes de santé. La RDC a été certifiée indemne de polio en novembre, le pays doit faire des efforts pour éviter qu'il y ait

encore la polio dans le pays. C'est un effort que nous devons faire ».

Outre les maladies évitables par la vaccination, le Dr Allarangar pense qu'il y a d'autres priorités, notamment les maladies transmissibles comme le choléra, la rougeole, la maladie à virus Ébola, le paludisme, le VIH-sida, la tuberculose. À cette liste, il faut aussi ajouter, poursuit le représentant de l'OMS, les maladies non transmissibles qui sont en croissance. « Nous enregistrons de plus en plus des cas d'hypertension, de diabète et cancer. Le problème de la mortalité infantile et maternelle est aussi une priorité pour le pays. Pour faire face à cette situation, l'OMS préconise de faire la surveillance des décès maternels », a-t-il poursuivi.

Le Dr Allarangar pense qu'il faut aussi renforcer le système de santé, sans cela il sera impossible d'atteindre de bons résultats de tous les programmes et projets réalisés. « On a beau mettre en place des programmes et projets. Mais tant que le système de santé qui est le soubassement n'est pas efficace, on ne peut pas atteindre de bon résultats. D'où il faut mettre un accent particulier sur le système de santé, ce qui permettra d'avoir une système efficace pour répondre au besoin sanitaire des populations », a conclu le nouveau représentant de l'OMS.

Aline.Nzuzi

MÉDIAS

La radio prouve son utilité en situation d'urgence et de catastrophes

Le point de presse organisé, le 15 février, au Cercle de Kinshasa en marge de la Journée mondiale de la radio, par l'Unesco, sous le patronage du ministère de la Communication et des médias, était une belle occasion de rappeler du reste qu'elle demeure le moyen de communication à faible coût le plus adapté pour toucher les communautés isolées et les personnes vulnérables.

Communément célébrée en date du 13 février mais ramenée au 15 février à Kinshasa, la célébration de la Journée mondiale de la radio a prouvé à suffisance qu'elle est bien loin d'avoir perdu son prestige à l'ère du numérique. Ces affirmations d'Ivan Vangu ont corroboré les propos des trois précédents orateurs du jour qui, chacun selon sa sphère d'action, ont témoigné de l'efficacité de ce média.

Au reste, mandaté par le ministre de la Communication et Médias pour livrer son adresse. Il a réaffirmé le fait que « dans une civilisation de l'oralité comme l'est de manière évidente la nôtre, la radio demeure une véritable porte ouverte pour la diffusion des nouvelles et messages à impact immédiat à destination de toutes les couches des populations, même les plus défavorisées et les plus éloignées ».

Circonscrivant le cadre de la rencontre, le représentant de l'Unesco en RDC, Abdourahmane Diallo, a rappelé le rôle non négligeable de la radio en relevant son « impact de plus en plus important auprès des communautés touchées par des catastrophes et

diffusion des émissions non seulement en français mais aussi dans les quatre langues nationales que sont le swahili, le kikongo, le lingala et le ciluba ont renforcé le sentiment d'appartenance à une même nation ». Et, qui plus est, d'ajouter : « Pour coller au thème de cette année de la Journée mondiale de la radio, il faut rappeler que Radio Okapi a couvert, au cours de ces quatorze années, toutes les crises,



Le panel des orateurs de la Journée mondiale de la radio

catastrophes d'État, surtout dans l'est du pays. Tremblements de terre, attaques récurrentes des groupes armés, détresses humaines dues aux pillages, incendies, vols, viols, etc. Et chaque fois, le leitmotiv de la radio était d'informer de façon indépendante, impartiale et professionnelle en gardant cet esprit de grand service public avec ce devoir d'utilité, se sachant redevable vis-à-vis de la population ».

Cinq messages-clés

Ivan Vangu a conclu le propos du jour attestant dès lors que « l'histoire contemporaine est riche d'exemples qui démontrent l'éminent rôle joué par la radio dans l'émancipation des peuples, la prévention

des risques et dans les alertes, sans oublier la transmission des codes qui ont permis de sauver des vies humaines individuellement ou collectivement ».

Il convient de souligner que la célébration de la Journée mondiale de la radio dont le thème générique était : « La radio en situation d'urgence et de catastrophes » s'était articulée définitivement sur cinq messages-clés.

À Savoir de prime abord que « les situations d'urgence ou de catastrophes ne doivent jamais remettre en cause la liberté d'expression ni la sécurité des journalistes ». À cela s'ajoute le fait que « la radio soutient les survivants et les personnes vulnérables. Mais que leur droit à la vie privée doit être respecté en cas de catastrophe ». Et il est indéniable que « la radio a un réel impact social et offre un accès à l'information. Le droit des personnes à l'information doit être protégé ». De fait, « la radio sauve des vies ». Mais pour ce faire, « l'accès immédiat aux fréquences radio est essentiel. Ces fréquences doivent être protégées en situation de catastrophe ».

Nioni Masela



Une vue partielle de l'auditoire

des situations d'urgence ». Propos sur lesquels a rebondi le chargé de communication du Bureau de coordination des affaires humanitaires (Ocha), Sylvestre Tumba Mudingayi. « Dans une situation d'insécurité sanitaire, a relevé l'humanitaire parlant en connaissance de cause, la radio dans le cas d'Ébola ou de Zika tel que souligné a été importante dans la mesure où elle apprend aux populations à adopter de bons comportements, de bonnes pratiques d'hygiène ».

À Abdourahmane Diallo de souligner aussi la fonction primordiale qu'elle joue en RDC se constituant en véritable média de proximité. Ce sur quoi a renchéri le directeur de la division de l'information publique de la Monusco parlant de Radio Okapi. En effet, Charles Bambara a souligné ici que « la

SECTEUR AÉRIEN MONDIAL

Risque d'un effondrement après huit ans de croissance ininterrompue

La panne de la croissance mondiale inquiète l'aéronautique civile pour ses répercussions sur la production des grands constructeurs, à l'instar d'Airbus et de Boeing. Pour les prochaines années, les deux géants européens et américains restent optimistes et promettent d'atteindre des niveaux record. Entre-temps, le secteur du transport aérien jubile avec la chute des cours du brut qui leur permet de fructifier leurs affaires. Mais, préviennent les experts, il existe un risque potentiel de baisse des valeurs du secteur aérien à la suite de la déroute des marchés financiers.

Plusieurs facteurs ont justifié les projections plutôt optimistes des grands constructeurs aéronautiques. Il y a principalement l'espoir des nouvelles commandes au courant de cette semaine en Asie, une région du monde qui a connu une montée en puissance au cours de ces dernières années. Mais il s'agit également d'une région du monde qui approche la surcapacité dans ce secteur.

Pour l'instant, la période de baisse est bien effective pour les grands constructeurs. En fait, prédisent les experts, il ne faut s'attendre à un léger changement que dans les 18 à 24 mois. Certes le continent asiatique demeure, à n'en point douter, l'un des principaux moteurs de la croissance du secteur aérien. Il n'empêche que l'essoufflement actuel de l'économie mondiale reste très préoccupant. La déroute des marchés financiers n'épargnera pas les valeurs du secteur aérien, annoncent les experts. Cela n'empêchera pas au trafic mondial d'entrer dans sa huitième année de croissance continue grâce à la progression constante des revenus en Asie et ailleurs dans le monde. Les compagnies aériennes profitent, jusque-là, d'une baisse des cours du pétrole mais pour combien de temps encore. Seul l'avenir nous le dira.

Laurent Essolomwa

CHAN 2016

Les Léopards locaux emmènent le trophée en provinces avec la moitié de leurs primes

Après Kinshasa, les Léopards se sont rendus dans l'est du pays pour présenter le trophée à la population de cette partie du pays qui les ont massivement soutenus pendant la quatrième édition du Championnat d'Afrique des nations (Chan) Rwanda 2016.

Récents vainqueurs du quatrième Chan, les Léopards locaux de la RDC ont entamé, le 15 février, la tournée de présentation du trophée remporté le 7 février à Kigali au Rwanda. La première étape de cette tournée, c'est la ville de Goma au Nord-Kivu, dont la population avait vivement soutenu les Léopards locaux en investissant les tribunes des stades de Butare et de Kigali lors des matchs de la RDC. Et cette population s'est à nouveau rassemblée lundi pour accueillir la coupe consacrant le deuxième sacre des Léopards locaux dans cette compétition créée par la Confédération africaine de football (CAF) et réservée aux équipes nationales d'Afrique composées des joueurs évoluant dans leurs championnats nationaux respectifs.

On apprend que l'artiste musicien Werrason -qui séjourne à Goma- a reporté son retour à Kinshasa sur demande expresse du gouverneur du Nord-Kivu, Julien Paluku, afin d'agrémenter cette communion entre les milliers des supporters des Léopards et leurs héros qui n'étaient pas passés par cette ville après le sacre à Kigali. La tribune de l'ONC à Goma a été choisie comme lieu de communion entre les joueurs et la population gomatricienne, après que le cortège des Léopards locaux conduits par le ministre des Sports, Denis Kambayi, a fait le tour de la ville de Goma. Comme à Kinshasa, le sélectionneur Florent Ibenge a, dans son mot, remercié les supporters de Goma, soulignant que leur soutien massif a servi de booster les Léopards locaux tout au long de la compétition. Après Goma, les Léopards ont pris la direction de Bukavu, chef-lieu de la province du Sud-Kivu.

Gestion floue des jeeps et primes des joueurs

Bien avant le départ de Goma, il y a eu remise officielle des jeeps Prado, don du chef de l'État, Joseph Kabila, aux membres de la délégation des Léopards locaux. On note que quinze joueurs sur seize de Kinshasa ont obtenu officiellement les jeeps Prado. Mais le gardien de but et vice-capitaine, Matampi, n'a pas pu entrer en possession de la sienne à la suite d'une er-



Kimwaki à côté de Florent Ibenge brandissant le trophée du Chan 2016

reur de l'intendance, a-t-on laissé entendre. Sept joueurs évoluant à Lubumbashi, a-t-on oui dire, devraient recevoir leurs jeeps au cours d'une cérémonie restreinte prévue pour le 17 février à Kinshasa. D'autres membres de la délégation se sont vu offrir des Jeep Rav 4 et non des jeeps Prado. Et pourtant, le président de la République a, le jour de la cérémonie de décoration des joueurs, donné les jeeps Toyota à tous le monde, comme il l'avait déjà fait en 2009, lors du premier sacre des Léopards locaux au premier Chan. Selon la radio Top Congo FM, Florent Ibenge a été le seul membre du staff technique des Léopards locaux à recevoir officiellement sa jeep Prado. Et l'on affirmerait que les joueurs n'auraient reçu que la moitié de leur primes. Question : qui a retenu l'autre moitié des primes des joueurs ? Tout ceci semble flou. wait and see.

Martin Engimo

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo
un acteur économique majeur à vos côtés

ÉCONOMIE
POLITIQUE
RÉFLEXIONS
SPORT

SOCIÉTÉ
ART, CULTURE, MEDIA
INTERNATIONAL



CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com



LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo
regie@lesdepechesdebrazzaville.fr



ALIMENTATION ET SANTE

Les risques de la consommation excessive de l'alcool

La consommation excessive d'alcool éthylique ou éthanol représente un véritable fléau dans le monde. L'alcoolisme est l'une des principales causes de mortalité.

La dépendance à l'alcool survient quand un homme ou une femme a pris l'habitude de boire une ou des boissons alcoolisées de façon excessive. Son organisme est tellement tourné vers l'alcool que la non-consommation d'alcool pendant une seule journée est sentie comme un manque, voire une souffrance. La situation de « buveurs dépendants » est proche de celle des usagers de drogue. Il faut savoir que l'alcool ingéré ne subit aucune digestion et traverse directement la paroi de l'estomac et de l'intestin grêle. La vitesse de passage dans le sang dépend de la concentration de l'alcool et de la présence d'aliments. Les boissons alcoolisées ont une forte valeur énergétique. Les apéritifs pris à jeun sont beaucoup plus nocifs que le vin bu au cours d'un repas. Les digestifs, contrairement à leur dénomination, ont tendance à retarder la digestion. Le danger est que certaines personnes considèrent qu'elles ne sont pas menacées par des maladies dues à l'alcool parce qu'elles n'ont jamais été ivres. Cela est faux car ces personnes ont bu pendant des années des quantités trop importantes d'alcools forts, d'apéritifs, de bière ou de vin. Et les conséquences sont on ne peut plus dramatiques. **Quels sont les organes touchés à cause de la consommation excessive d'alcool ?**

Le foie est souvent atteint parce que la transformation de l'alcool a lieu en grande partie dans cet organe qui le transforme en acétaldéhyde (précurseur des lipides). Cependant le foie ne peut pas détoxifier plus de 100 mg d'alcool / heure / kg de poids, soit 150 g d'alcool par 24 heures pour un homme de 65 à 70 Kg ; seulement 5 % de l'alcool ingéré sont éliminés dans les urines, l'haleine et la sueur. Les lésions dans le foie sont de plusieurs types et de plu-

sieurs degrés de gravité. Le mal le plus connu est la cirrhose ; le foie est fibreux, dur et les cellules sont abîmées et remplissent mal leurs rôles. Le pancréas est aussi souvent atteint car c'est une glande à double fonction du fait qu'il produit d'une part des enzymes nécessaires à la digestion des aliments dans l'intestin, et d'autre part de l'insuline, une hormone indispensable à l'équilibre du glucose dans le sang et à l'utilisation par notre organisme des glucides, des lipides et des protéines. Le cerveau et les nerfs ne sont pas épargnés et cela se traduit par des douleurs, des tremblements, des crampes musculaires ou encore des troubles du sommeil. Une trop forte consommation de boissons alcooliques peut avoir des conséquences bien plus graves comme l'apparition de certains cancers de la bouche, de la langue, du pharynx, de l'œsophage, de l'estomac et du foie.

Les buveurs excessifs connaissent des troubles nutritionnels parce que leur alimentation est mal équilibrée et l'alcool provoque en particulier des carences en plusieurs vitamines. La nocivité de l'alcool se traduit par des effets aigus (troubles neuropsychiques comme l'ivresse ou l'ébriété mais aussi le coma éthylique), et des effets chroniques (surcharge pondérale ou atteintes du système nerveux). Chez les femmes enceintes, l'alcool peut provoquer des lésions très graves et définitives de l'enfant qu'elles portent, en l'occurrence des troubles neurologiques et même des malformations graves.

On remarque de nos jours que la consommation d'alcool par les jeunes, garçons et filles confondus, est en forte hausse, ce qui est très préoccupant. L'alcool est non seulement responsable de plusieurs décès, mais encore il doit être classé parmi les drogues et c'est incontestablement celle qui pèse le plus lourd dans notre société.

Par Ange KOUNKOU, Président de l'Association pour la Promotion des Industries Agroalimentaires au Congo (APIAC)

BOLLORÉ AFRICA LOGISTICS

Le groupe s'engage dans la production de l'énergie solaire et la promotion de la culture

Bolloré Africa Logistics va d'ici peu mettre en chantier trois salles de spectacles numériques, dénommées « vivendi village » au profit des Congolais, et exploiter un projet de développement d'énergie solaire dans le nord du pays. Cette annonce a été faite par Pierre Bellerose, directeur général de la société.

En dehors des projets d'investissement à Congo Terminal et en logistique, le groupe Bolloré Africa Logistics a confirmé une fois de plus sa volonté d'accompagner la République du Congo dans son chemin vers l'émergence. La semaine dernière, Pierre Bellerose, directeur général du groupe Bolloré Africa Logistics a annoncé en primeur la réalisation de deux projets probants pour concrétiser cette volonté. Il s'agit, entre autres, de la mise en chantier de trois salles de spectacles numériques, dénommées « Vivendi Village », afin de promouvoir la culture, et du projet de développement d'énergie solaire dans le nord du pays. Un projet bénéfique, du fait que l'énergie solaire est inépuisable et non polluante, donc sans émission de gaz à effet de serre.

Ce choix important de privilégier le développement sur le long terme et la recherche permanente de l'innovation permet donc au groupe Bolloré de mettre sur le marché des produits de haute technologie répondant aux nouvelles exigences environnementales. Pour ce qui est du loisir, Pierre Bellerose a rappelé que ces trois salles de spectacles vont permettre de développer les talents africains et de pouvoir les promouvoir sur la scène internationale. « Vous voyez bien que notre groupe investit à long terme au Congo, nous suivons la politique de développement pour faire de ce pays un pays émergent à l'horizon 2025, et cela non seulement avec des investissements logistiques mais aussi dans les énergies nouvelles, dans le transport propre et dans les divertissements », s'est exprimé le directeur général de Bolloré. Rappelons que dans l'exercice de ses activités, le groupe Bolloré a toujours participé aux côtés des acteurs locaux pour les aider à développer leur territoire. Cet engagement social et sociétal est devenu, pour cette société, une valeur associée à sa croissance économique.

Prospère Mabondzo

VOIRIE URBAINE

Un gros trou sur l'avenue Jean-Félix-Tchicaya

Le trou béant, qui s'est formé il y a quelques semaines à côté du marché du stade V.Club, communément appelé marché de l'OCH, sur l'avenue Jean-Félix-Tchicaya après son inauguration, suscite d'une part commentaires et grincements de dents des vendeurs, acheteurs et tous ceux qui le fréquentent au quotidien et, d'autre part, de tous les usagers passant par cet endroit.

À la suite du lancement des travaux de construction du grand marché dans le premier arrondissement Émery-Patrice-Lumumba à Pointe-Noire, il a été convenu que deux marchés provisoires devraient être construits afin que vendeurs et commerçants soient installés pendant une période donnée. Le premier, dans l'ancien site de la foire commerciale à Mvou-Mvou, et le deuxième, au niveau du stade de V.Club à Lumumba au quartier OCH sur l'avenue Jean-Félix-Tchicaya.

Depuis près de trois semaines, voire un mois, des grincements de dents et lamentations des vendeurs, acheteurs et tous ceux qui fréquentent ce deuxième marché, c'est-à-dire celui de l'OCH



Le trou au coin du marché sur l'avenue Jean-Félix-Tchicaya Photo Adiac

sont de plus en plus fréquents, à cause du gros trou qui s'est formé au coin du marché sur l'avenue Jean-Félix Tchicaya. Ce trou, qualifié par certains d'une « alerte pour la construction d'un pont », cause de sérieux préjudices aux vendeurs et commerçants dudit marché qui voient leurs clients les fuir pour d'autres marchés. Le trou ne limite pas seulement le nombre d'acheteurs, mais il a un sérieux impact sur le bitume de l'avenue, car l'endroit s'est transformé au su et au vu de tous

en un vrai marigot où chaque 19 heures commence le concert des grenouilles et autres batraciens. Encore qu'à cet endroit, tout véhicule rempli de marchandises ne pourrait prendre le risque d'y passer sinon il va se retrouver avec les quatre roues en l'air.

Blanche Goma, une vendeuse du marché, interrogée sur la question se dit indignée de l'indifférence des autorités de la place, car l'état de cette avenue à cet endroit les cause un gros préjudice : « Là où un gros trou s'est for-

mé, c'est normalement l'endroit où il devrait être construit un grand pont car par là passe un petit ruisseau qui reçoit les eaux provenant du haut du quartier la Base. C'est parce qu'à la place on a voulu barrer l'eau en faisant passer un bitume d'une épaisseur très légère. Ce gros trou nous handicape, il empêche aux acheteurs et à ceux qui fréquentent le marché de s'y rendre aisément et c'est un manque à gagner pour nous. Lorsque nous étions au grand marché, nous n'avions jamais connu une telle situation. Que les autorités de la ville agissent vite car ce trou a déjà trop duré et il devient inquiétant pour nous et pour les véhicules ».

Ynadel, un jeune chauffeur abordé sur la question interpelle les autorités de la place : « Ce trou ne handicape non pas seulement les vendeurs et acheteurs qui fréquentent ce marché, mais surtout nous autres chauffeurs, cela peut causer des pannes et des accidents de circulation. Normalement à cet endroit, il devrait avoir un pont surélevé au lieu de mettre le goudron comme ils l'ont

fait et le résultat c'est celui-là. On ne devrait pas barrer l'eau de la sorte, c'est cette eau qui a rongé le bitume et a occasionné ce gros trou. Surtout que ce trou est en train de prendre une ampleur très inquiétante sous le regard indifférent de ceux qui ont la charge d'intervenir. Pourtant cette avenue est la deuxième en ligne directe qui mène à l'aéroport A.Netto ».

Notons qu'à cet endroit de l'avenue se crée le plus souvent un embouteillage aux heures de pointe poussant ainsi les policiers régulateurs postés au rond-point Château-d'eau de faire des va-et-vient. Et quant aux jeunes du quartier, ils utilisent des planches pour faire passer parfois des personnes et des véhicules. Par ailleurs, le malheur ne venant jamais seul, les habitants des parcelles environnantes fustigent aussi le comportement des services de ramassage des ordures qui laissent parfois se remplir des bacs à ordures sans que leur contenu ne soit vidé quotidiennement, et cela pollue la zone des odeurs nauséabondes.

Faustin Akono

ETATS-UNIS/CUBA

Washington autorise plus d'une centaine de vols quotidiens vers la Havane

Interrompues depuis plus de 50 ans les liaisons aériennes commerciales entre les Etats-Unis et Cuba vont reprendre prochainement après la signature mardi d'un accord bilatéral autorisant jusqu'à 110 vols réguliers quotidiens entre les deux pays.

Les autorités américaines vont donc demander à la compagnie American Airlines de proposer des vols, qui devraient débiter l'été prochain. La reprise de ces vols commerciaux qui faciliteront les déplacements des voyageurs autorisés - familles de ressortissants cubains, de journalistes, de chercheurs, de professionnels de l'éducation, de sportifs américains ou encore médecins), pour des raisons commerciales, humanitaires ou culturelles -, est un nouveau signe tangible du dégel des relations entre les Etats-Unis et Cuba. Cette réouverture va se concrétiser même si pour le moment, la loi américaine continue d'interdire de voyager à Cuba pour des activités touristiques. Ces vols qui desserviront La Havane et neuf autres destinations de l'île scellent le rétablissement des liaisons aériennes régulières entre les deux pays pour la première fois depuis plus d'un demi-siècle.

« Le gouvernement cubain examinera attentivement les demandes à venir du gouvernement américain pour aug-



menter le nombre de vols », a déclaré le sous-secrétaire d'Etat adjoint aux Transports, Thomas Engle. « Les deux gouvernements réaffirment leur engagement à renforcer leur coopération déjà très étroite en matière de sûreté aérienne et de sécurité », a-t-il ajouté.

« Dans un premier temps, les compagnies américaines seront autorisées à opérer 20 vols réguliers chaque jour vers La Havane, le plus gros marché. Rappelez-vous qu'à l'heure actuelle il n'y a aucun vol. En outre, dix liaisons quotidiennes relieront d'autres villes cubaines dispo-

sant d'aéroports ouverts aux vols internationaux », a précisé Thomas Engle.

Hormis La Havane, les vols d'Ame-

rican Airlines se rendront dans d'autres villes : Camaguey, Cayo Coco, Cayo Largo, Cienfuegos, Holguin, Manzanillo, Matanzas, Santa Clara et Santiago de Cuba. Quant aux compagnies aériennes cubaines, elles devront obtenir leurs propres licences auprès des autorités américaines avant

de réinstaurer des vols vers les Etats-Unis. « Nous ne prévoyons donc pas de vols cubains vers les Etats-Unis dans un avenir proche », a fait savoir le sous-secrétaire d'Etat adjoint américain pour l'aviation et les affaires internationales, Brandon Belford. Pour rappel, notons qu'il y a plus d'un an que les gouvernements américain et cubain ont renoué le contact et ouvert le vaste chantier de la normalisation de leurs relations, avant le rétablissement de leurs relations diplomatiques en juillet. Le 11 décembre de l'année dernière, les deux pays avaient annoncé le rétablissement de leurs liaisons postales directes. Washington avait aussi annoncé la reprise des vols réguliers vers Cuba à la suite du rétablissement historique des relations diplomatiques entre les deux pays en juillet. Pour l'heure, le rapprochement entre ces deux anciens ennemis de la Guerre froide reste suspendu à la levée de l'embargo économique imposé en 1962 par Washington. A ce sujet, le président Barak Obama fait de son mieux pour l'alléger mais le Congrès, dominé par les républicains refuse la levée totale des sanctions.

Nestor N'Gampoula

PROCESSUS ÉLECTORAL

Les membres de la CNEI nommés par décret présidentiel

Le président de la République, Denis Sassou N'Gouesso a signé le 17 février à Brazzaville le décret portant nomination des membres de la Commission nationale électorale indépendante (CNEI).

Au terme de ce décret, Henri Bouka présidera la coordination de la CNEI, alors que Hyacinthe Ongotto, Julien Euloge Libota, Elvis Digne Tsalissan Okombi et Germain Céphas Ewan-gui en assureront, respectivement, les première, deuxième, troisième et quatrième vice-présidences. Les quatre vice-présidents représentent, par ordre les partis de la majorité, l'opposition, le centre et la société civile. Le bureau est complété par Martin Bissila et Jacques Essissongo en qualité de rapporteur général et adjoint de ce dernier ; alors que Nicolas Okandzi et Mme Gulu née Aimée Gertrude Gossia sont nommés trésorier général et trésorière générale adjointe. Gaston Ololo et Bernard Tchikaya, présidents du comité technique et du Comité de suivi et de contrôle sont parmi les responsables du bureau de coordination de la CNEI.

Thierry Nougou

CANCERS EN AFRIQUE

Adoption de nouvelles procédés de recherche

Le Réseau africain des registres du cancer a tenu, le 17 février à Brazzaville, son assemblée générale annuelle qui a actualisé et élargi ses méthodologies de recherche sur le cancer.

De manière collective, l'assemblée générale de ce réseau a proposé à ces membres venant de différents Etats, la méthodologie fondée sur la survie des malades cancéreux.

« Le premier critère est que, ce registre devrait porter sur la population, c'est-à-dire, il ne doit pas uniquement rassembler les informations hospitalières mais aussi celles des établissements des districts de santé, des centres de santé, de grands hôpitaux, des traditionnels praticiens, de structures privées et publiques », a indiqué le Professeur Charles Gombé Mbalawa, oncologue au Chu de Brazzaville.

En Afrique, il y a une trentaine de pays qui ont des registres de cancers. Les délégués des registres de ces pays sont rassemblés autour du Réseau africain des registres du cancer.

Au cours de ces travaux de l'assemblée générale, les membres de ce réseau africain ont aussi reconfirmé plusieurs critères d'adhésions à leur organisation.

Les délégués des pays qui ont pris part à ces assises vont également formuler, selon la situation du cancer dans leurs Etats respectifs, des recommandations afin de les présenter à leurs au-

torités. Cette rencontre scientifique a été très émouvante. C'est ainsi que le coordonnateur du Réseau africain des registres du cancer, M. Parkin, a souhaité rallonger ces assises autrement en indiquant : « Nous sommes disposés à faciliter le contact entre vous. Nous allons échanger des contacts

partager les expériences et surtout de les utiliser pour inciter à la prise de décision ou la mise en œuvre des réformes des politiques de cancer ».

Par ailleurs, rappelons que du 08 au 17 février le cancer a été largement évoqué lors de la formation à l'enregistrement. Les points focaux des rencontres du 08 au 12 février 2016 ont porté par exemple sur l'échange d'expériences des pays sur la collecte, la saisie, l'analyse et l'utilisation des données relatives à la maladie



Échange direct entre membre du Réseau Africain des Registres du Cancer au siège de l'OMS Afrique à Brazzaville (adiac)

et continuer à discuter pendant les douze mois prochains ».

Emu par cette initiative, le point focal du cancer à l'OMS Afrique, Jean Marie Dangou, a appuyé l'idée en ces termes : « Le plus important est de

du cancer. Et, du 13 au 15 février, les représentants des registres de cancers ont travaillé sur la gestion de la douleur et des soins palliatifs en cancérologie.

Fortuné Ibara